

Art. 116*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

M. Gautier, rapporteur: Il s'agit ici de modifier d'autres lois. Je voudrais simplement rappeler ce qui a été dit déjà au Conseil des Etats. Des modifications de lois sur les assurances sociales sont introduites ici par la voie d'une loi sur l'assurance-accidents à la suite de la modification du droit des enfants dans le code civil. C'est une technique législative qui a paru un peu curieuse à certains purs juristes du Conseil des Etats que de modifier une loi A à l'occasion d'une loi B parce qu'une loi C a été modifiée.

Bundesrat Hürlimann: Die Ausführungen von Herrn Nationalrat Gautier sind richtig. Ich muss aber darauf hinweisen, dass das nur für den Moment etwas kompliziert aussieht. Wenn dieses Gesetz beschlossen ist, werden die entsprechenden Änderungen der AHV und IV in der Systematischen Gesetzessammlung und in allen Handexemplaren berücksichtigt. Die hier enthaltenen Uebergangsbestimmungen bzw. Anpassungen muss man dann nicht im Gesetz über die Unfallversicherung suchen.

*Angenommen – Adopté**An den Nationalrat – Au Conseil national*

80.073

**Angelegenheit Oberst Bachmann.
Bericht der Geschäftsprüfungskommission
Affaire du colonel Bachmann.
Rapport de la Commission de gestion**

Bericht der Arbeitsgruppe der Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates vom 19. Januar 1981 (BBI I, 491)

Rapport du groupe de travail de la Commission de gestion du Conseil national du 19 janvier 1981 (FF I, 521)

Antrag der Kommission

Kenntnisnahme vom Bericht

Antrag Forel

Kenntnisnahme in ablehnendem Sinn

Antrag Hubacher

Die GPK überprüft, ob die im Zusammenhang mit der Angelegenheit Bachmann gegen Beamte des UNA durchgeführten Disziplinar- und Strafverfahren bzw. Massnahmen auch nachträglich als angemessen bezeichnet werden können oder nicht.

Proposition de la commission

Prendre acte du rapport

Proposition Forel

Prendre acte du rapport en le désapprouvant.

Proposition Hubacher

La CDG est invitée à examiner si les mesures ou procédures disciplinaires et pénales engagées contre des fonctionnaires du ARS dans le cadre de l'affaire Bachmann étaient appropriées.

M. Delamuraz, rapporteur: En juin 1980, vous chargiez la section «Département militaire» de la Commission de gestion, éventuellement élargie, de vous renseigner plus complètement sur l'affaire Bachmann, révélée à l'opinion par la grotesque expédition de Kurt Schilling en Autriche à fin novembre 1979.

Le résultat de nos investigations est le rapport de notre groupe de travail, daté du 19 janvier 1981. La Commission de gestion en a pris connaissance lors de sa séance plénière tenue à cette même date, puis le rapport a été rendu public.

Dans l'introduction au débat parlementaire dont je suis chargé, je ne lirai ni ne paraphraserai le rapport, qui se suffit à lui-même. J'entends plutôt attirer votre attention sur quelques points forts de ce rapport et préciser tel ou tel élément de l'affaire en cause.

Deux réalités essentielles doivent nous retenir tout d'abord. La première de ces réalités: le colonel Bachmann n'est pas un agent double. Nous le disons au peuple suisse en toute clarté, confirmant, en les renforçant, les conclusions qu'a déposées la section militaire de la Commission de gestion de notre conseil en juin de l'année dernière. Le peuple suisse a été profondément atteint par la révélation de la forfaiture de Jeanmaire; il pouvait redouter la répétition de la trahison dans les rangs mêmes des services secrets. Il pouvait la redouter d'autant plus que certaines suspicions rôdaient dans le voisinage de ces services à l'endroit du colonel d'état-major général Albert Bachmann.

La connaissance que nous avons acquise des hommes et des dossiers réduit à néant de telles suspicions. Certes, Bachmann ne s'est pas montré à la hauteur de la tâche, d'ailleurs excessive, dont il était chargé; il n'a pas maîtrisé les domaines où il opérait, il a commis erreurs d'appréciation et maladresses, il a pris des risques disproportionnés, mais il n'a pas trahi. Tout parallèle entre son comportement et celui de Jeanmaire est infondé. Je le dis avec soulagement.

Il n'empêche que la révélation de l'affaire Bachmann a, d'une certaine manière, causé du tort à nos services de sécurité, et c'est là le second point important sur lequel je désire concentrer notre réflexion. L'entreprise irréfléchie de Kurt Schilling mit celui-ci à découvert. Elle mit à découvert son chef, Albert Bachmann. Elle mit à découvert, partiellement du moins, les services et certains des hommes qui dépendaient de lui. Le processus de révélations s'accomplit d'autant plus aisément que les services de renseignements et de sécurité helvétiques avaient été secoués quelques années auparavant par des différends, qu'il en était resté des traces, et que les protagonistes de ces événements, à la fois graves et puérils, n'avaient pas tous pris le chemin de la sérénité silencieuse.

Face à une telle situation, il était légitime que le Parlement accomplisse sa tâche de contrôleur de la gestion, qu'il réponde aux questions et qu'il analyse sérieusement les doutes et les indices. Ce fut précisément la mission de notre groupe de travail. Mission accomplie sans férocité ni complaisance, mais accomplie en toute indépendance, en toute clarté aussi puisque nous avons eu accès à une série de documents essentiels, classés secrets ou rigoureusement secrets (ce furent notamment les rapports des enquêtes administratives conduites par le colonel Oswald et le lieutenant-colonel Stotz, et les actes de ces enquêtes qu'ont analysés plus particulièrement nos collègues du groupe de travail MM. Schalcher et Zbinden), et puisque les personnes que nous avons entendues durant l'automne dernier avaient été déliées du secret de fonction et du secret militaire s'agissant des choses qui nous concernaient.

Le contrôle démocratique a ainsi fonctionné correctement. Nous livrons aujourd'hui au Conseil national un ensemble d'informations, d'appréciations et de conclusions sur l'affaire Bachmann, ses tenants et aboutissants, ses conséquences, en sorte que le Parlement connait maintenant la

situation au point qu'il devrait lui être possible, à l'issue du présent débat, de considérer comme close la procédure parlementaire de cette affaire. Nous avons servi la démocratie et nous devons songer désormais à continuer de servir le pays. Cela signifie: permettre à nos services de renseignements et de sécurité de travailler efficacement, selon des structures et des méthodes renouvelées, avec d'autres hommes et, surtout, dans le silence et le secret. Il serait candide d'imaginer que la Suisse, sur sa seule bonne mine et avec le seul appui de son armée, puisse, seule au monde, se passer de services de renseignements et de sécurité. Il serait non moins candide de songer à démonter régulièrement les rouages de ces services sur la place publique aux fins de satisfaire à notre curiosité. Non! Maintenant que nous avons vu ce que nous devons voir, il faut remettre nos services en état d'accomplir leur mission pour la sécurité du pays.

Je m'empresse d'ajouter ici que, s'il y a eu étalage d'affaires confidentielles, voire secrètes, s'il y a eu dommage causé à nos services – des agents «grillés», des réseaux compromis –, ce n'est assurément pas par la faute d'un Parlement avide de sensationnel. La faute en incombe bel et bien, outre au colonel Bachmann lui-même, à certaines gens du «sérail», qui, en organisant imparfaitement leurs services, en n'engageant pas les collaborateurs idoines, en ne contrôlant pas suffisamment, ont créé les conditions, hélas! propices à des erreurs de comportement et à des bavardages. La Suisse tout entière est renseignée maintenant, les Suisses ont hâte que nous tirions un trait horizontal sous l'affaire.

Comment la détermination que je viens de formuler est-elle compatible avec la conclusion 54 de notre groupe de travail? Ladite conclusion parlant d'une haute surveillance parlementaire accrue sur le groupe «renseignements et sécurité», ces services du GRS pourront-ils réellement travailler s'ils sont l'objet d'une sorte d'inquisition permanente? Leur mission cachée n'est-elle pas aux antipodes de la transparence démocratique que réclament nos investigations parlementaires?

Je réponds à ces questions: la haute surveillance dont nous parlons comprendra l'examen par la section militaire de la Commission de gestion, à la fin de cette année, d'un rapport du chef du Département militaire fédéral. Ce rapport renseignera sur les suites qui auront été données aux conclusions du groupe de travail telles que vous les trouvez dans notre rapport, ainsi que sur les conclusions secrètes que notre groupe a remises au chef du Département militaire fédéral en décembre dernier.

A propos de ces conclusions secrètes, il importe que le Parlement sache deux choses fondamentales. Premièrement, ces conclusions prolongent et complètent nos conclusions publiques et il n'y a aucune contradiction entre les unes et les autres, bien entendu. Seule, notre volonté de préserver de la publicité des noms, des circonstances précises et un certain nombre de détails quasiment techniques nous a conduits à choisir la solution d'un rapport secret. Deuxièmement, il importe que vous sachiez que nos conclusions secrètes portent sur les structures et sur les moyens du groupement «renseignements et sécurité» dont l'affaire Bachmann a révélé les faiblesses, et qu'elles suggèrent les formes de leur amendement pour l'avenir.

En définitive, la surveillance parlementaire consistera à savoir comment le DMF s'y sera pris pour éviter autant que possible le retour d'affaires du type de l'affaire Bachmann et des circonstances qu'elle a révélées. C'est là une démarche que la démocratie réclame.

En revanche, la surveillance parlementaire ne dépassera nullement les limites au-delà desquelles nous violerions le secret indispensable à l'accomplissement de la mission des services du GRS. Nous ne prolongerons pas l'état d'exposition et de fragilité que ces services ont connu jusqu'à aujourd'hui.

J'en viens rapidement à quelques précisions: le groupe de travail rappelle que l'un des aspects dominants de l'affaire

faire Bachmann est l'interférence entre divers services: le service spécial, le service de renseignements particulier et, de plus, l'organisation Hausmann. Cette interférence était provoquée par la double fonction, voire la triple fonction, qu'assumait le colonel Bachmann lui-même, et qu'assumaient avec lui le chef de la sûreté et le chef des finances. On mesure les dangers de contamination générale que pouvait provoquer cette sorte d'union personnelle entre des services dont les missions sont différentes, voire très différentes les unes des autres. Même si les personnels respectifs de ces services – à ce que le groupe de travail a constaté – n'étaient pas les mêmes – il y a eu tout au plus quelques transferts malheureux –, la seule confusion des trois postes dirigeants assumés par le colonel Bachmann et ses collaborateurs directs n'était pas admissible. Nous apprécions que le Département militaire fédéral ait mis de l'ordre dans cette organisation.

A propos de la conclusion 53 de notre rapport, qui porte sur la question que je viens d'aborder, certains commentateurs nous ont fait remarquer que le groupe de travail parlait de la désimbrication du service spécial et du service particulier comme d'une chose acquise, alors que la séparation des services officiels et de l'organisation privée y était traitée de manière plus réservée. Je précise qu'il n'y a pas de doute dans ce domaine: il n'est pas question, pour les nouveaux chefs des services officiels qui ont pris la succession du colonel Bachmann, d'assumer quelque mission que ce soit dans l'organisation Hausmann ou dans une autre organisation privée.

Quant aux sources du financement du service spécial et du service de renseignements particulier, elles proviennent exclusivement de la Confédération. Aucun fonds privé n'a alimenté les services dépendant du groupe «renseignements et sécurité». De surcroît, les fonds publics n'ont pas servi aux activités privées de l'organisation Hausmann, à l'exception de deux cas bien circonscrits. En premier lieu, ses chefs de l'époque le sachant et le voulant, le colonel Bachmann consacrait environ 15 pour cent de son temps à l'organisation Hausmann et facturait des frais de service à la Confédération; il s'agit d'une exception, qui porte sur des montants modestes. En second lieu, le colonel Bachmann a consacré pendant deux ans des sommes qui étaient dans les limites de ses compétences financières (et qui n'atteignaient, par conséquent, pas six chiffres), à la location ou à la participation à la garantie de déficit de l'hôtel irlandais, ce fameux hôtel où le colonel Bachmann envisageait l'exil du Conseil fédéral en cas d'invasion de la Suisse, idée saugrenue, politiquement inconcevable, dont le gouvernement lui-même n'avait pas eu vent. Hormis, je le répète, ces deux cas, il n'y eut aucun transfert de fonds publics à l'usage d'organisations privées ni aucune alimentation des services officiels en argent de sources privées.

Le renseignement, l'espionnage, les services secrets relèvent du mystère et ils obéissent à une éthique point toujours rigoureusement orthodoxe. Ceux qui s'y adonnent avec talent ne sortent assurément pas du même moule que les fonctionnaires types servant l'Etat, avec compétence eux aussi, en des domaines ordinaires. Les risques que courent les chefs et les agents secrets, les risques qu'ils font courir sont d'une autre nature que ceux qu'on assume habituellement. Il faut, pour exercer ce métier, un tempérament particulier, mais il faut aussi une formation qui ne s'improvise pas. Et parce qu'on ne s'est pas préoccupé suffisamment d'assurer cette formation et de l'assurer à long terme, parce qu'on n'a pas assez envisagé d'en faire bénéficier aussi les personnes hors de la hiérarchie militaire, le groupe «renseignements et sécurité» a éprouvé des difficultés à recruter en nombre suffisant un personnel très qualifié. Cela explique partiellement les pannes qui se sont produites et, en particulier, l'attribution anormale de tâches au colonel Bachmann. Tirant la leçon de l'événement, le groupe de travail propose que le Département militaire fédéral améliore la planification des

carrières du service de renseignements comme il a amélioré, ces dernières années, la planification des carrières des officiers instructeurs.

On nous a fait remarquer que, dans d'autres pays où la démocratie est moins exigeante, il se passait sans doute des affaires Bachmann sans que le public n'en sache rien. C'est possible et c'est même certain, mais le fait que, en ce qui nous concerne, nous ayons pu traiter ce cas par la voie parlementaire me paraît témoigner de la santé de nos institutions politiques. Il s'agit maintenant de prendre acte des investigations du groupe de travail, de souhaiter que les conséquences que ce groupe et le Département militaire lui-même tirent de l'affaire en évitent la répétition et que le groupe «renseignements et sécurité» puisse se consacrer dorénavant à l'essentiel: contribuer à la sécurité du pays.

Schalcher, Berichterstatter: Sie kennen den Auftrag, den Sie uns gaben: die Sache rund um den Fall Bachmann noch vertieft auszuloten. Wir haben uns dem in rund 60-stündiger Kommissionsarbeit mit rund 30 Anhörungen unterzogen. Dazu haben Kollege Zbinden und ich im Auftrag der Arbeitsgruppe in tage- und nächtelanger Arbeit sämtliche Akten und Berichte der Untersuchungen Oswald und Stotz studiert wie auch die Protokolle der Arbeitsgruppe Abwehr, um uns aus eigener Anschauung ein vollständiges Bild über die Sache und ihre Zusammenhänge zu machen.

Man kann den ganzen Fall Bachmann/Schilling und insbesondere die Weiterungen, die er genommen hat, nur verstehen auf dem Hintergrund der Verhältnisse in der UNA. Und hier spielen die Unruhen eine entscheidende Rolle.

Es war offensichtlich ein Fehler, Jeanmaire, als er schon als Landesverräter verdächtigt war, ausgerechnet in die UNA, und hier erst noch in ein Büro des (geheimen) Spezialdienstes zu versetzen, und noch dazu ohne genügende Orientierung der Leute. Als Jeanmaire dann hochging, musste das zu Unruhe führen; die Leute – und nicht unbedingt die schlechtesten – mussten sich fragen, ob höhererorts noch überall Verlass sei.

Dazu kam die unglückliche Reorganisation des Nachrichtendienstes 1976/77, die durchgeführt wurde ohne Mitarbeit der Betroffenen, ohne rechtzeitige Orientierung der Betroffenen (vier Tage vor Inkrafttreten), ohne die Personalprobleme gelöst zu haben (man wusste nicht genau, wo einsetzen), und ohne genügende und rechtzeitige Pflichtenhefte. Dabei war vorher im Armeestab von Milizoffizieren eine ähnliche Reorganisation durchgeführt worden, unter Mitarbeit und rechtzeitiger Orientierung der Betroffenen, die daher auch ohne jede Schwierigkeit über die Bühne ging und nur als Vorbild hätte genommen werden können. Diese falsch angepackte Reorganisation in der UNA musste wiederum zu Unruhe führen bzw. die bereits vorhandene Unruhe noch steigern. Die damalige Führung der UNA unter Divisionär Weidenmann, Oberst Hoffet (dem heutigen Brigadier) und Oberst Ramser erwies sich als nicht imstande, die Unruhen gütlich zu beschwichtigen. Statt mit den zu Recht Beunruhigten zu sprechen und sie zu beruhigen, wurden kurzerhand gegen sie, im Gegensatz zu Bachmann, Verfahren losgelassen. Sie wurden damit in die Verteidigung gedrängt, wo sie, um sich ihrer Haut zu wehren, Material zu sammeln und zusammenzuspannen begannen. Im militärgerichtlichen Verfahren gegen einen von ihnen hat der Auditor die Akten an den ausserordentlichen Untersuchungsrichter zur Ergänzung zurückgewiesen, unter anderem zur Ausdehnung des Verfahrens auf Oberst Bachmann.

Der ausserordentliche Untersuchungsrichter hat daraufhin bei der dafür zuständigen Direktion der Eidgenössischen Militärverwaltung entsprechenden Antrag gestellt, worauf dort eine Konferenz der Beteiligten – Chef des Rechtsdienstes, Auditor, beide ausserordentliche Untersuchungsrichter – im Beisein des Oberauditors stattfand, an der beschlossen wurde, dem Antrag einstweilen keine Folge

zu geben und das Ergebnis der andern Strafverfahren abzuwarten. Man kann sich materiell für die Richtigkeit dieses Entscheides auf die Einstellungsverfügung des Oberauditors gegen drei der Beunruhigten bzw. auf die kürzlich erfolgte symbolische Verurteilung des einen der drei zu drei Tagen Haft bedingt berufen; immerhin finden sich in der Einstellungsverfügung des Oberauditors folgende zwei Sätze: «Reichlich befremdend ist allerdings der Umstand, dass sich der Chef Spezialdienst, Oberst Bachmann, einer vom Nachrichtendienst zum Rechenzentrum versetzten Person bedient, um Kontakte mit einer vom Dienst suspendierten Person des Nachrichtendienstes herzustellen. Nachdem es die Direktion der eidgenössischen Militärverwaltung abgelehnt hat, gegen Oberst Bachmann ein Verfahren zu eröffnen, muss jedoch auf diesen Punkt nicht näher eingetreten werden», wozu anzumerken wäre, dass der Oberauditor – wie gesagt – bei jener vorhin erwähnten Konferenz dabei war. Verfahrensmässig – das muss um der Gerechtigkeit willen festgehalten werden – ist jedenfalls nicht mit gleichen Ellen gemessen worden: Die Beunruhigten mussten Verfahren über sich ergehen lassen, dagegen Bachmann bis zum Fall Schilling nicht.

Divisionär Weidenmann hat ganz offensichtlich die UNA zu wenig geführt und seinen Chefbeamten zu wenig Unterstützung gewährt, so dass es schliesslich soweit kam, dass eine Administrativuntersuchung durchgeführt werden musste, die bekannte Untersuchung Oswald über die Unstimmigkeiten in der UNA. Das geht mit aller Deutlichkeit aus den Protokollen der Arbeitsgruppe Abwehr, der Untersuchung Oswald und unseren eigenen Abklärungen hervor und kann nicht in Abrede gestellt werden, auch wenn sich zwei Herren aus Zumikon in Leserbriefen und Zuschriften ohne wirkliche Kenntnis der Dinge in merkwürdiger Verteidigung schützend vor ihn stellen wollen. Wir beschränken uns einstweilen auf diese Feststellung. Sollten allerdings diese Freundesarme bis hierher in diesen Saal reichen und unsere Kritik auch hier bekämpfen wollen, stehen wir mit weiteren Details zur Verfügung, wobei es die Herren verantworten müssten, wenn sie ihrem Freund einen Bären dienst erwiesen hätten.

Unter der neuen Leitung von Divisionär Ochsner, der ein schweres Erbe anzutreten hatte, unterstützt von Generalstabschef Senn und im Anschluss an diese Administrativuntersuchung Oswald, wurde wieder Ordnung in die UNA gebracht. Sie machten sich daran, die Fehler zu beseitigen, die passiert waren.

Es war ein Fehler, Oberst Bachmann für Schlüsselpositionen einzusetzen. Oberst Bachmann ist wohl ein tüchtiger Nachrichtenbeschaffer und Planer mit grosser Phantasie, intelligent, schreib- und redegewandt, mit der Gabe, Leute für seine Sache zu gewinnen, aber auch seinen Willen aufzuzwingen, mit Neigung zu Eigenmächtigkeit, sich der Kontrolle zu entziehen, seinen Aufgabenkreis ohne Kenntnis der Vorgesetzten auszuweiten und zu überbordender Risikofreudigkeit, man könnte sagen: ein Husarenreiter. Durch seine überbordende Risikobereitschaft, ohne die Gabe kühlen Abwägens, schafft er laufend unkalkulierbare Sicherheitsrisiken für sich und seine Mitarbeiter und ist damit als Chef ungeeignet, besonders für so schwer kontrollierbare Gebilde wie Spezialdienst und besonderer Nachrichtendienst. Er hätte weder für den Spezialdienst noch für den besonderen Nachrichtendienst und noch viel weniger gleich für beide zusammen als Chef eingesetzt werden sollen und dürfen. Ein Fehler war ohnehin die Vereinigung der Spitzen der beiden geheimen Dienste in einer Person. Die Verantwortung hierfür tragen der Unterstabschef UNA und der Chef der Abteilung Nachrichtendienst des Jahres 1975. Ungenügend war auch die Sicherheitskontrolle durch einen zu wenig erfahrenen Offizier, der Bachmann nie gewachsen war, und ein Fehler war auch hier der gleiche Sicherheitschef für beide Dienste. Genügend war die finanzielle Kontrolle.

Der Fall Schilling ist typisch für die Gefahr des Ueberbordens, die beim geschilderten Charakter von Bachmann

immer latent in der Luft lag. Schilling war im besonderen Nachrichtendienst als Nachrichtenempfänger und ausschliesslich im Inland tätig. Als Agent war er nie vorgesehen und ohne Zweifel auch nicht geeignet. Der Einsatz Schillings durch Bachmann in Oesterreich erfolgte ohne Wissen der Vorgesetzten im Rahmen der Kredite für den besonderen Nachrichtendienst, im Einverständnis mit dem Sicherheitschef, der aber, wie gesagt, nicht genügte. Unzulässig war der Auftrag Bachmanns an Schilling in jedem Fall, gleichgültig ob die Mission zum Zwecke der Nachrichtenbeschaffung oder zur Ausbildung Schillings gedacht war: Der Einsatz Schillings als Agent im benachbarten Oesterreich war durch den Auftrag des besonderen Nachrichtendienstes nicht gedeckt, und wenn Bachmann ihn als Uebungsauftrag für Schilling verstand, hätte er dafür sorgen müssen, dass er mit den Oesterreichern abgesprochen worden wäre. Das Vorgehen von Oberst Bachmann muss als grobfahrlässig bezeichnet werden: Schon Auswahl und Einsatz des Agenten waren falsch; der direkte Auftrag des Chefs an den Agenten verletzte elementare Vorsichtsmassregeln; dasselbe gilt für die Vorbereitung der ganzen Mission.

Auch andere Detailpunkte, auf die einzugehen ich mir erspare, wie etwa die Irlandgeschichte, zeigen das gleiche Bild: Eigenmächtigkeiten, zu riskante Unternehmungen, jedoch keine Anhaltspunkte für einen Doppelagenten.

Mit Rücksicht auf Wissen und Risiko und zur Vermeidung des bereits angemeldeten Verfahrens vor Bundesgericht haben wir geraten, mit Bachmann für die Beendigung seines Anstellungsverhältnisses eine gütliche Lösung zu suchen, um Sicherungen einbauen zu können. Die getroffene Lösung – Weiterführung der Pensionskasse bis zum 58. Altersjahr, mit Prämienanteil zu Lasten von ihm, und Weiterzahlung des Prämienanteils des Bundes durch diesen bis dorthin, also für sechs Jahre, was einem Betrag von ungefähr 30 000 Franken entspricht, ohne irgendwelche weitere Leistungen und unter Einbau der empfohlenen Sicherungen – scheint uns angemessen. Bachmann hat Gelegenheit, seine patriotische Gesinnung dadurch unter Beweis zu stellen, dass er sich bis an sein Lebensende an die eingegangene Verpflichtung hält.

Es darf nochmals betont werden, dass unter Divisionär Ochsner und Korpskommandant Senn wieder Ordnung hergestellt wurde. Sie haben entflochten, getrennt und neue Chefs bestellt. Aus unserem Bericht ist ersichtlich, was wir noch verlangen.

Ich greife heraus: Die Karriereplanung im EMD hat auch die Laufbahn der Beamten im Nachrichtendienst zu erfassen. Chefpositionen in der UNA sind qualifizierten Bewerbern auch ausserhalb des Berufsmilitärs offenzuhalten und mittlere Kaderfunktionen eventuell auch geeigneten Personen ausserhalb der militärischen Hierarchie. Vor allem aber ist für Chefpositionen in der UNA eine längere Amtsdauer anzustreben, um eine genügende Konstanz zu gewährleisten. Hier deckt sich unsere Forderung mit derjenigen bei der Rüstungsbeschaffungsüberprüfung, vor allem für die Unterabteilung Planung.

Bezüglich Sonderstatut für Mitarbeiter der UNA und bezüglich Ueberarbeitung und Vereinfachung der Organisation der Sicherheitsüberprüfungen im Bund und in der Armee haben wir die diesbezüglichen Empfehlungen Nummer 4 und 6 der Jeanmaire-Folgen-Kommission, der Arbeitsgruppe Abwehr, übernommen und unterstützen sie mit Nachdruck.

Die parlamentarische Oberaufsicht über die UNA ist im Rahmen der Zuständigkeiten der Geschäftsprüfungskommissionen verstärkt auszuüben. Sie kann jedoch durch Untergruppen der Geschäftsprüfungskommissionen beider Räte, am ehesten durch die Sektionen, welchen die nähere Prüfung des EMD übertragen ist, ausgeübt werden. Es braucht keine zusätzliche Organisation.

Wir bejahen aus Gründen, die wir im Bericht näher ausführen, vor allem um die für eine Milizarmee entscheidende Vorwarnzeit zum Zwecke der Mobilmachung zu verlan-

gern, die Notwendigkeit eines besonderen Nachrichtendienstes. Die Probleme liegen in der bisherigen Organisation und im Personellen. Wir haben dem EMD unterbreitet, was unserer Ansicht nach speziell betreffend Gewährleistung, Aufsicht und Sicherheit der geheimen Dienste noch nötig ist. Das EMD hat uns bis Ende 1981 zu berichten, welche Folgen es unserer Untersuchung gegeben hat.

Die Geschäftsprüfungskommission als ganze hat von unserem Bericht an einer ganztägigen Sitzung vom 19. Januar 1981 Kenntnis genommen.

Damit sollte nun unseres Erachtens dieser ganze Fragenkomplex verlassen werden können. Wir haben den Fall mit allen seinen Ursachen und Zusammenhängen gründlich durchleuchtet. Wir haben Ihren Auftrag nach bestem Wissen und Gewissen ausgeführt. Eine besondere Untersuchungskommission braucht es nicht. Wir haben auch die nötigen Folgerungen gezogen und den Behörden aufgegeben und werden über deren Erfüllung wachen. Nun sollte wirklich ein Schlussstrich unter die ganze Geschichte gezogen werden können, damit unser Nachrichtendienst, was im Interesse unserer Landesverteidigung dringend nötig ist, wieder in Ruhe arbeiten kann. Sogar Herr Keiser hat in der «Weltwoche» vom 28. Januar 1981 nach unserer Pressekonzferenz verantwortungsbewusst geschrieben, «Ruhe» heisse nun das erste Gebot. Wie damit allerdings sein neuester Titel «Topf am Kochen» in der letzten «Weltwoche» zu vereinbaren ist, ist mir schlechtweg unverständlich, aber vielleicht ist das für mein naives, nicht journalistisches Gefühl einfach zuviel.

Wir möchten Sie jedenfalls alle einladen, von unserem Bericht ebenfalls Kenntnis zu nehmen, unter Ablehnung des Antrages Forel, und nach dieser gründlichen Durchleuchtung nun das Ihre dazu beizutragen, dass diese Ruhe in der UNA zu nützlicher Arbeit, die dringend nötig ist, wieder einkehren kann.

M. Forel: Tout ce qu'on a bien voulu, en haut lieu, dévoiler – et nous pesons bien nos mots – sur l'affaire Bachmann-Schilling est sans doute contenu dans le rapport du Groupe de travail de la Commission de gestion du 19 janvier de cette année. Quant à nous, nous avons des raisons de croire qu'il ne s'agit là que du sommet de l'iceberg et que ce qui se passe réellement dans ce milieu particulier est non seulement plus complexe, mais beaucoup plus grave. A lire le rapport de M. Jean-Pascal Delamuraz, à entendre les accents de sincérité du rapporteur de langue allemande, on se trouverait maintenant dans une maison de verre, où tout est transparent, bien éclairé, et où chaque objet, chaque sujet est bien remis à sa place. On a déplacé le maladroît colonel Bachmann sans lui enlever un bouton de guêtre, et quant à son subalterne Schilling on l'a trouvé tellement aveugle d'obéissance qu'il valait mieux que, lui aussi, aille exercer ses talents ailleurs.

En outre, on a remis l'église au milieu du village en faisant un distinguo absolument lumineux entre, je cite, «le groupe de renseignements particulier, les services secrets chargés de préparer la résistance et d'acquiescer des renseignements, et enfin l'organisation privée de renseignements Hausmann». Tous ces services seraient indépendants ou seraient devenus indépendants les uns des autres. La faute de Bachmann – qui est considéré par le rapporteur, en page 12 de son rapport, comme un excellent agent de renseignements et un bon planificateur (*sic*) – est d'avoir tout mélangé, d'avoir interchangé des agents du service spécial au service de renseignements particulier et vice versa. C'est vraiment là le travail d'un beau planificateur!

Mais nous posons d'autres questions sur les agissements de ces services que nous subissons depuis des dizaines d'années. Il y a bel et bien, dans le service de renseignements de l'armée, une organisation qui trie les citoyens-soldats. Il n'y a qu'à se souvenir des listes, qu'on appelait rouges pendant la dernière mobilisation, et qui sont deve-

nues grises avec les années. Il y a des miliciens qui sont écartés, même des services complémentaires, des bureaux d'état-major, même à l'échelon inférieur, malgré leurs capacités et leur attachement indiscutable au pays et à la démocratie. Nous sommes, pour notre part, intimement persuadés qu'entre gens du même grade, comme un Cincera ou un Bachmann, il y a eu des vases communicants, car l'extension de la zone dite grise est aussi bien militaire que civile.

Mais il y a d'autres choses, plus graves, dans le domaine de la trahison, dont le rapport ne fait pas mention. On a parlé, dans ce rapport, de l'affaire Jeanmaire. Par contre, nous nous souvenons de l'affaire combien plus grave, vis-à-vis de notre neutralité, des renseignements fournis par le procureur général de la Confédération à un service de renseignements français, dirigé par un certain colonel Mercier, au détriment de la République Arabe Unie de l'époque. Cette affaire-là a été si grave que ledit procureur s'est tout de même suicidé. Donc on le voit, les bêtes d'espionnage, de contre-espionnage ne datent pas d'aujourd'hui.

Toujours, dans le rapport qui nous est soumis, il est question de financement d'organisations privées de notre service de renseignements. Mais qui sont ces privés? quels buts poursuivent-ils? quelles sont leurs raisons d'être? quelles sont leurs tendances? Comment peut-on tolérer, dans cette branche combien importante et secrète de notre état-major général, qu'il y ait des organismes privés? Il serait tout au plus admissible que, dans certaines circonstances, on utilise un privé dans un but déterminé, mais sans l'inclure dans le service d'état-major général. Comment admettre, pour de telles tâches, une organisation privée? Cela dépasse notre entendement et nous demandons des éclaircissements.

Enfin dans le rapport, en page 6, sous le chapitre «Tâches et méthodes de travail du service de renseignements suisse», il est dit textuellement: «Malgré tous les efforts, la Suisse, en tant que petit Etat, aura toujours, dans une certaine mesure, besoin de la collaboration des services amis de l'étranger.» C'est une perle. Voilà qui en dit long sur la conception de neutralité du service de renseignements de l'état-major. Quels sont ces amis? Le colonel Mercier d'hier, la Main rouge qui le dirigeait, serait-ce les services de la Dame de fer, ou serait-ce ceux de la Bundeswehr? Donc, nous avons déjà des amis de l'étranger, en cas de danger, y compris dans leurs services de renseignements. Curieuse conception de la neutralité, en vérité! Mais cette conception se reflète justement dans la manière de juger, en haut lieu, des amis et des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. Le dernier exercice de défense générale en a bien été une des plus belles illustrations. La mise en fiche des citoyens appartenant à la zone grise en est une autre.

Tant qu'un tel état d'esprit régnera dans les hautes sphères de l'armée et de son service de renseignements général, nous ne souscrivons pas aux conclusions du rapport qui nous est présenté; nous en prenons acte sans l'approuver, et c'est le moins que nous puissions dire.

Gerwig: Ich nehme in Namen der sozialdemokratischen Fraktion zum Bericht der GPK, von dem wir Kenntnis nehmen, Stellung mit einer ersten Vorbemerkung.

Die Präsidentenkonferenz hat empfohlen, heute die Angelegenheit UNA/Bachmann so rasch wie möglich und mit wenig Nebengeräuschen abzuschliessen. So sehr unsere Fraktion Verständnis dafür hat, dass die Schweiz einen leistungsfähigen und nicht vor den Augen der Öffentlichkeit arbeitenden Nachrichtendienst benötigt, steht ebenso fest, dass auch dieser Dienst bestimmter Normen und Regeln bedarf, bestimmter Gesinnung auch und Einstellung, die vorerst vom Parlament und vor allem vom Bundesrat umfassend zu definieren sind. Auch darauf hat die Öffentlichkeit einen Anspruch. Hierbei stellen sich viele unbeantwortete Fragen. Tatsache bleibt, dass dieser Nachrichten-

dienst sich seit Jahren in einem ganz deplorablen und für unser Land verhängnisvollen Zustand befand und dass dieser Zustand sicher nicht darauf zurückzuführen ist, dass unser Parlament heute darüber diskutieren will. Ich werde noch darlegen, dass die direkte Verantwortung einzig und allein beim Departement und beim Bundesrat lag. Dass auch heute darüber gesprochen werden muss, ist für alle klar, die der Aufsichtspflicht des Parlamentes und der Verwaltungskontrolle grosses Gewicht beimessen.

Eine zweite Vorbemerkung: Oberst Bachmann hat durch seinen Zürcher Anwalt auf völlig unzulässige Art unseren Kollegen Müller-Marzohl unter Druck gesetzt. Dieser Druckversuch richtet sich auch gegen das Parlament; er muss in aller Form zurückgewiesen werden. Er belastet unsere heutige Diskussion. Niemand in diesem Rate wird sich an der Ausübung der parlamentarischen Pflichten hindern lassen, weder durch eine Figur, die zwielichtiger nicht sein könnte, noch durch deren Anwalt. Alfons Müller, immer schon ein sehr uneigennütziger Parlamentarier, ist voll rehabilitiert, sein unablässiges Mühen, Licht hinter die Kulissen der UNA zu bringen, ist honoriert; nur sein Ruf nach zusätzlichen Recherchen hat schliesslich zur Offenlegung dieser nachrichtendienstlichen Fehlentwicklungen geführt. Vergessen bleiben aber nicht die unerhörten Vorwürfe, welche dieser Parlamentarier über sich ergehen lassen musste durch sogenannte renommierte Zeitungen im Kreise Zürich, durch Kollegen wie Hunziker und Muff, die von dummen Parlamentariern und toten Hasen sprachen, durch Herrn Bundesrat Chevallaz, der auf dem CVP-Kollegen herumtrampelte, als ob dieser unseren Staat in Gefahr gebracht hätte, der ihm Leichtfertigkeit und Diskreditierung vorwarf, «Geschwätz über lächerliche Vorfälle», und mit der Bemerkung schloss, Müller habe das Mass an Kritik überschritten. Unsere Fraktion hofft, dass der Sprecher des Bundesrates, dem hier ein wohlgerütteltes Mass an Verantwortung zukommt, heute seine Aufgabe sehr ernst nimmt.

Und eine dritte Vorbemerkung: An der Pressekonferenz der GPK haben die Herren Schalcher und Zbinden versichert – stolz sogar –, dass durch das finanzielle Arrangement mit Bachmann Gewähr geboten sei, dass Bachmann schweige und nicht zu einem Sicherheitsrisiko werde.

Was, fragen wir die GPK und den Bundesrat, ist diese Vereinbarung wert, wenn wir feststellen müssen, dass praktisch täglich in Interviews und Zeitungen der ganzen Welt und im Radio und Fernsehen sich Bachmann ständig ausspricht und Dinge enthüllt, die neue Untersuchungen nötig machen würden. Ich verweise nur auf den «Blick» vom 1. Februar 1981, wo Bachmann – der unter Geheimpflicht Stehende – auf die Frage, wie er für den Nachrichtendienst Mitarbeiter auslese und wie gross der Kreis solcher Mitarbeiter sei, antwortete: «Eine Zahl kann ich nicht sagen, aber es sind sicher solche Leute darunter, die Sie kennen, aber keine Ahnung haben. Es war mein Wunsch, in jeder grösseren Firma einen Garanten zu haben.» Wir haben erfahren, dass Bachmann der sogenannte Nachrichtendienst mit erhöhtem Risiko unterstand, von dem anscheinend nicht einmal Generalstabschef Johann Jakob Vischer etwas wusste, ein Nachrichtendienst aus öffentlichen Mitteln, der aktive Aufklärung im Ausland betreibt, was wir heute zum erstenmal durch die GPK erfahren. Ich frage Herrn Bundesrat Chevallaz, ob sich dieser Nachrichtendienst tatsächlich an Firmen und Politiker hier und im anderen Rat wendet, um sich ihrer Hilfe als Garanten für Spionage im Ausland zu bedienen. Unsere Wirtschaft also, fast nicht zu glauben, im Dienste der Spionage? Oder wie der «Tages-Anzeiger» heute gesagt hat: «Ein Spionagedienst im Milizsystem?» Bin ich eigentlich schon zu naiv, dass ich solches bisher noch nicht geglaubt habe? Wie, möchte ich den Bundesrat fragen, wurden solche Ausgewählte auserwählt, nach welchen charakterlichen und politischen Kriterien? War ausgerechnet Bachmann dazu in der Lage, der schon unsere Sozialdemokratie und unsere Gewerkschaften als Sicherheitsrisiko in diesem Lande

betrachtet? Angesichts der lockeren Zunge und dem Gelungsbedürfnis von Bachmann werden wir hierüber vielleicht noch einiges erfahren.

Nun zum Bericht der GPK: Meine Fraktion glaubt, dass dieser Bericht umfassend und gründlich ist, dass dieser Bericht aber deutlich zeigt, dass die zusätzlichen Recherchen absolut gerechtfertigt waren. Eine Milizkommission ohne Rechte einer Untersuchungskommission konnte nicht mehr bieten. Es zeigt sich aber, dass 1980 diese Kommission ihrer Oberaufsichtspflicht nur ungenügend und nicht gut nachgekommen ist.

Die neuen Tatsachen im Bericht sind jetzt zu werten und rufen nach Festlegung weiterer Verantwortlichkeiten als Grundlage dafür, dass sich solches nicht mehr ereignet. Es sind Zusammenhänge, die ganz bedenklich anmuten. Bachmann hatte eine ungeheure Machtfülle, die nur im Rahmen der damaligen Strukturen der UNA möglich war. Für diese Strukturen trugen letztlich der Departementsvorsteher und seine direkten Mitarbeiter die volle Verantwortung. Und dass diese Verantwortung anders zu tragen war und zu tragen ist, als sie der zurückgetretene Vorsteher trug, erscheint offensichtlich. Herr Bundesrat Gnägi hat in einem Gespräch mit der «Weltwoche» betont, er habe sich nicht darum gekümmert, weil er gerne ein gutes Gewissen habe und gut schlafe. Die Führungskraft der damals zuständigen Verantwortlichen der UNA, wenig behindert vom Schläfe des Gerechten, war nach Auffassung der GPK völlig ungenügend.

Bachmann leitete also einmal den Spezialdienst, welcher den Widerstand im Landesinnern für den Besetzungsfall vorbereitete. Ausgerechnet jener Bachmann, der – ich habe dieses Buch mit nach vorne genommen – durch sein Zivilverteidigungsbuch viele diesem Lande in jeder Beziehung eng verbundene Bürger schwer beleidigte. Sie erinnern sich noch an Adolf Wühler, an die von Bachmann diskriminierten Intellektuellen; Professoren, Theologen, Wissenschaftler, Gewerkschafter, Künstler. Dass er für seine Broschüre aus Bundesmitteln dann gerade noch gegen eine halbe Million erhalten hat, rundet das erschütternde Bild ab. Wer ist für diese Ernennung verantwortlich; wer übertrug diese Aufgabe Bachmann?

Bachmann führte aber parallel dazu auch noch jenen Dienstzweig, der aktive Aufklärung im Ausland zu betreiben hatte, einen Zweig mit erhöhtem Risiko. Es wird groteskerweise Albert Bachmann eine Nachrichtenbeschaffung übertragen, die nach GPK wörtlich «für die Beteiligten eine beträchtliche Gefahr mit sich bringt, da nötigenfalls die Verletzung fremder Rechtsordnungen mit allen ihren Folgen in Kauf genommen werden muss».

Bachmann erhielt somit die Doppelfunktion, unseren schweizerischen Widerstand im Inneren vorzubereiten, im Sinne des Zivilverteidigungsbuches, und gerade noch, nötigenfalls unter Verletzung ausländischer Rechtsnormen, Nachrichten aller Art – wirtschaftlicher, politischer und militärischer – im Ausland anscheinend durch Garanten der Wirtschaft zu beschaffen.

Die GPK führt auf Seite 12 milde aus, dass ein Fehler gemacht worden sei. Was dürfen und müssen die Schlussfolgerungen sein, die wesentlich weitergehen als jene der Kommission? Das Militärdepartement, sein damaliger Vorsteher, Herr Divisionär Weidenmann und andere fanden für diesen menschlich, charakterlich, politisch und militärisch wohl anspruchsvollsten Posten in diesem Zweig der Armee – oder für beide Posten – nur gerade in der ganzen Schweiz einzig und allein Herrn Oberst Albert Bachmann.

Es lag mir daran, dies zusammenzufassen, um Ihnen diesen Skandal ersten Ranges ein wenig plastisch darzustellen, einen Skandal, der weniger einen Skandal Bachmann als ein grösstes Versagen der militärisch und politisch Verantwortlichen darstellt.

Nach der GPK trug die Verantwortung Divisionär Weidenmann, jetzt pensioniert, und der überforderte damalige

Oberst Hoffet, heute nicht mehr überfordert, und Brigadier.

Ist die Verantwortung so leicht nur auf diese sicher sehr Verantwortlichen abzuschieben? Keine Leserbriefe der Welt, auch nicht solche von Bankgewaltigen und mit der Familie Weidenmann durch Patenschaft verbundene, können an der Tatsache etwas ändern, dass Divisionär Weidenmann, von Bundesrat Gnägi befördert, seiner Sache nicht gewachsen war. Sicher versagten auch andere. Sie ermöglichten einem Bachmann, mehr oder weniger unkontrolliert tätig zu sein.

Viel, viel schlimmer muss aber der demokratische Geist bei jenen Vorgesetzten, die allgemeine Gesinnung im ganzen Departement gewesen sein, die ausgerechnet eine Wahl Bachmanns überhaupt möglich machten. Ein Geist von Unverständnis gegenüber der Demokratie und ihrer Bürger, eine ganz gefährliche gesellschaftspolitische Einstellung waren die Wurzeln der Ernennung, der Boden, auf dem die UNA arbeitete. Das muss in aller Form festgestellt werden. Unser Land, glücklicherweise getragen von verschiedenen politischen und gesellschaftspolitischen Strömungen von links nach rechts, kann nur überleben, wenn alle Kreise es stützen, in guten und in einmal schlechten Tagen. Es wirft ein himmeltrauriges Licht auf das damalige EMD, dass es sieben Jahre lang, und ohne Parlament noch länger, diese Figur einstellte, um unseren inneren und äusseren Widerstand vorzubereiten.

Wir Sozialdemokraten wissen – und ich sage das auch Herrn Bundesrat Chevallaz –, dass uns bei der leisesten Kritik am EMD sofort Unzuverlässigkeit vorgeworfen wird und jeweils rasch ein Treue-Eid aufgezwungen werden will. Wenn aber in einem solchen Departement solches passiert, das erst jetzt in seiner ganzen Hintergründigkeit aufgedeckt wird, dann versuchen viele wohl auch heute, stille zu sein und um Ruhe zu bitten. Dies berührt unsere Fraktion und trifft sie.

Ich wäre Herrn Bundesrat Chevallaz dankbar, wenn er sich zur Einstellung der UNA und seines jetzigen Departements zu dieser Gesinnung einmal äussern würde mit der Versicherung, wie ich hoffe, dass von ihm und anderen versucht wird, eine neue, demokratienähere Einstellung im EMD zu schaffen.

Die GPK hält Bachmann für einen guten Planer und Nachrichtenmann, nicht aber für einen geeigneten Chef. Bachmann ist nicht das eine, nicht das andere; das wissen wir jetzt. Dieser barocke Gutsherr und Reiter in Irland, dieser grandseigneure Liegenschaftsbesitzer im Bernbiet, dieser James Bond, wie ihn Bundesrat Chevallaz betitelte, dieser Liegenschaftsspekulant während seiner militärischen Arbeitszeit, dieser Schriftsteller gegen unsere Demokratie und Manager eines Zehnzimmerhotels, dieser konvertile Kommunist, der, wie er in der «SI» aussagte, mit seinen Aktionen «immer knallhart an die Grenze des Erlaubten» ging, ist der denkbar ungeeignetste Planer und Nachrichtenmann auf jeder Stufe, den es überhaupt je in der Schweiz gab. War dies ein guter Planer, der ausgerechnet einen Schilling nach Oesterreich schickte? War dies ein guter Nachrichtenmann, der – zusammen mit 90 000 Franken des Bundes – in Irland, seiner mütterlichen Heimat, eine Liegenschaft erwarb für ein Exil des Bundesrates, wohin diese Behörde gezogen wäre, wenn es uns hier schlecht gegangen wäre?

Dieser Bachmann geht heute frei aus, obgleich auch die GPK darauf hinweist, dass da und dort der Eindruck rechtungleicher Behandlung erweckt wurde. Sowohl der Oberauditor Barras als auch der Auditor Wijnkoop hielten beide eine Strafuntersuchung gegen Bachmann für nötig. Diese Strafuntersuchung wurde von der Militärdirektion nicht vorgenommen, sie wurde unterdrückt. Von Herrn Schalcher ist bereits aus einem geheimen Einstellungsbeschluss vorgelesen worden, in welchem sich Barras und Wijnkoop darüber beklagen. Ich frage Herrn Bundesrat Chevallaz, warum und auf wessen Veranlassung die dem Vorsteher unterstellte Militärdirektion diesem Antrag nicht

stattgegeben hat? Welche Rücksichten wurden damals genommen? Das ist eine rechtsungleiche Behandlung, die nicht hingenommen werden kann. Unsere Fraktion ist der Auffassung – sie wird das noch durch einen Antrag Hubacher unterstreichen –, dass sich für das Departement dringlich die Frage nach der Wiedergutmachung gegenüber jenen Beamten des Nachrichtendienstes stellt – Nuber, Lüthi, Anderau, Betschart und andere –, die schon früher immer auf diese Missstände hingewiesen haben und die menschlich unendlich unter Druck gesetzt wurden, nicht mehr weiter befördert wurden und sich vielen Disziplinarverfahren unterziehen mussten. Werden so Beamte behandelt, die Zivilcourage haben und früher sahen, was wir erst heute einsehen? Es würde dem Bundesrat heute gut anstehen, diesen Beamten menschlich und rechtlich Gerechtigkeit zukommen zu lassen.

Heute wird der Fall Bachmann und der Fall «Verantwortung» ausdiskutiert sein. Ich vermute persönlich, dass Oberst Albert Bachmann uns im Rahmen aller Schattierungen seiner Art noch lange beschäftigen wird. Die Verantwortlichen auf allen Stufen sind aber gut beraten, die Warnzeichen zu sehen und einzusehen; sonst wird dieser Krise der UNA keine Ruhe, sondern eine Krise unserer Demokratie folgen.

Nebiker: Ich werde nicht so lange sprechen wie mein Vordränger; trotzdem hoffe ich, mindestens soviel zur Genesung unseres Nachrichtendienstes beitragen zu können wie er.

Die SVP nimmt vom Bericht der erweiterten Sektion der GPK über den Fall Bachmann in zustimmendem Sinne Kenntnis. Die detaillierten Untersuchungen waren zweifellos gerechtfertigt, zeigten sich doch innerhalb des Nachrichtendienstes – einem sehr wichtigen Bereich unserer Landesverteidigung – erhebliche Fehler und Mängel. Die auslösende Affäre Schilling war nur ein Teil davon. Der Einsatz von Schilling war zweifellos falsch, diffeantisch und kann nicht entschuldigt werden. Allein der Schaden, der durch die dadurch ausgelöste Publizität angerichtet wurde, war für den Nachrichtendienst gross; es wird schwierig sein, diesen Schaden zu beheben, es wird auch noch Jahre dauern.

Schwerwiegender allerdings sind die organisatorischen Mängel und die Führungsfehler, die teilweise zum Vorschein kamen. Im Nachhinein ist es natürlich einfach, darüber zu sprechen, was man damals hätte tun sollen. Trotzdem ist es unverständlich, dass zwei wichtige Geheimbereiche unseres Nachrichtendienstes und der Abwehr, die miteinander nichts zu tun haben, einer Person unterstellt wurden, dass man niemand anders fand als ausgerechnet Herrn Oberst Bachmann, der dieses Doppelamt ausfüllen musste. Es ist unkorrekt, dass personelle Schwierigkeiten, die durch eine überstürzte Umorganisation entstanden sind, nicht anständig beseitigt werden konnten. Das hängt allerdings nicht nur von den Chefs ab, da sind auch die damals Beteiligten – die Namen wurden von meinem Vordränger genannt – mitschuldig. Mitschuldig ist auch unser Beamtenstatut, das es nicht ermöglicht, gewisse Probleme, die sich in einem grossen Apparat personell immer wieder stellen können (auch menschliche Probleme), auf angemessene Weise zu lösen, als mit hochnotpeinlichen Untersuchungen, wie es hier leider der Fall war.

Es zeigte sich auch, dass Aufsicht und Kontrolle in Teilbereichen nicht genügen. Für die Schweiz und unsere Abwehrbereitschaft ist aber ein leistungsfähiger Nachrichtendienst von grosser Bedeutung. Nur bei ausreichender Vorwarnzeit ist die Milizarmee richtig und auch zeitgerecht einsetzbar. Wir benötigen auch einen besonderen Nachrichtendienst; mindestens die Vorbereitungen dafür müssen soweit geschaffen sein, dass dieser besondere Nachrichtendienst dann im Krisenfall eingesetzt werden kann, wenn es notwendig ist, denn diese dann für uns wichtigen Nachrichten werden wir nicht in der Zeitung lesen können. Es ist zu hoffen, dass mit dem Abschluss der Untersu-

chungen und bei Beachtung der Empfehlungen der Geschäftsprüfungskommission ein zielgerechtes Arbeiten im Nachrichtendienst wieder möglich sein wird. Wir beantragen deshalb auch Ihnen, dem Bericht zuzustimmen und den Antrag Forel abzulehnen.

M. Thévoz: Le groupe libéral a pris connaissance et étudié avec attention le rapport du groupe de travail de la Commission de gestion chargée de conduire des investigations complémentaires sur ce qu'il est convenu d'appeler «l'affaire Bachmann». Nous avons aussi pris acte du fait que les présidents des groupes parlementaires ont décidé d'user de leur influence auprès de leurs collègues pour les inciter à la brièveté en vue d'éviter que la discussion sur cet objet ne prenne une ampleur et une tournure désagréable qui ne pourraient que desservir les intérêts du pays. Cette recommandation n'a apparemment pas été entendue par le rapporteur de langue allemande, et par tel autre orateur qui vient de s'exprimer à cette tribune.

Nous nous bornerons néanmoins à ne faire que quelques remarques sur les points essentiels soulevés par ce rapport. Relevons, à propos de sa rédaction, que la tâche et la mission du groupe de travail n'étaient guère aisées, tenu qu'il était de renseigner valablement le Parlement tout en étant tenu, dans une matière aussi délicate que le fonctionnement de notre service de renseignements, à un secret qui ne pouvait souffrir aucune entorse ni aucune interprétation extensive. Nous lui savons gré d'avoir tenu cette gageure.

Rappelons que ce groupe de travail a été constitué en juin dernier par une décision formelle du Conseil national, qui a également fixé le cadre et les objectifs de sa mission. Il assume donc la responsabilité du rapport dont nous sommes appelés à prendre connaissance au même titre que l'a fait la Commission de gestion lors d'une récente séance plénière.

Voici maintenant quelques remarques au sujet de ce rapport. Disons d'emblée que nous pouvons souscrire à la plupart des points cités dans ses conclusions. Nous sommes notamment convaincus qu'il serait erroné d'instituer une commission d'enquête sur cet objet, qui n'a déjà que trop agité les esprits et perturbé la bonne marche de notre service de renseignements et de sécurité. Il est temps, à notre avis, de tourner la page, afin que les responsables, à tous les niveaux, puissent à nouveau consacrer leur attention et leurs forces à un travail constructif dans un climat plus serein. Nous n'avons en effet pas de raison de douter que les mesures adéquates aient été prises par le Département militaire fédéral, tant sur le plan personnel que sur celui de l'organisation, pour remédier efficacement aux erreurs et aux insuffisances passées. Nous en voulons pour preuve le fait que le colonel Bachmann a été licencié des services de la Confédération à la fin de l'an passé, et qu'il n'a donc plus aucun contact avec le Département militaire fédéral.

Notre groupe s'oppose en revanche d'une manière résolue aux propositions figurant au point 54 et visant à charger les commissions de gestion d'exercer «une haute surveillance parlementaire accrue sur le groupe renseignements et sécurité». Ce serait à notre avis une faute grave que de voir des parlementaires intervenir d'une manière intempestive dans un domaine où la discrétion absolue, le secret rigoureux, voire l'anonymat de certains responsables, sont les conditions essentielles de l'efficacité et du succès. Ce sont les raisons pour lesquelles notre groupe désapprouve ce point particulier des conclusions du rapport, car nous ne saurions admettre que les commissions de gestion puissent perturber par un excès de zèle la bonne marche d'un service essentiel pour notre sécurité. Je dois dire que ces lignes étaient déjà rédigées lorsque nous avons entendu tout à l'heure, de la bouche de M. Delamuraz, président du groupe de travail, dans quel esprit la haute surveillance accrue, réclamée sous chiffre 54, serait exécutée. Une partie de nos craintes tombe, à l'ouïe de ces

précisions, mais nous veillerons à ce que cette déclaration d'intention ne reste pas lettre morte.

C'est dans cet esprit que le groupe libéral prend connaissance du rapport présenté par le groupe de travail militaire de la Commission de gestion. Pour le reste, disons que nous ne sommes pas dupes de la lourde ironie manifestée par le Dr Forel à l'endroit de nos services de renseignements. Peut-être s'est-il trompé d'adresse!

Muff: Die Angelegenheit Bachmann hat, nebst den einzeln abzuklärenden Vorfällen rund um die UNA, grundsätzliche Diskussionen um das militärische Nachrichtenwesen ausgelöst. Besonders in der westlichen Welt gilt das Sammeln von Nachrichten und Informationen über andere Staaten und Völker als anrüchlich und unehrenhaft. Der Mangel an Verständnis kann soweit gehen – so stellt Friedrich Konrad in der «Allgemeinen Schweizerischen Militärzeitschrift» fest –, dass die Durchführung der Aufgabe gefährdet ist und die gestellten Ziele nicht erreicht werden können.

Ich möchte mich zu folgenden Punkten äussern, und zwar im Namen der freisinnig-demokratischen Fraktion:

1. grundsätzlich einmal zum Auftrag des Nachrichtenwesens,
2. zur parlamentarischen Kontrolle, und
3. möchte ich eine Stellungnahme unserer Fraktion zum vorliegenden Bericht abgeben.

Erster Punkt: Auftrag. Die deutsche Truppenführungsvorschrift, die wir im Grunde genommen eigentlich übernehmen könnten, umschreibt den Auftrag des militärischen Nachrichtenwesens ausgezeichnet, wenn sie festhält: «Die militärische Führung hat die Aufgabe, die politische Führung in allen Fragen der militärischen Politik zu beraten und ihre militärisch-strategischen Weisungen durchzuführen. Hierzu sind auch im Bereiche der Truppe Kenntnis und Verständnis der politischen Lage notwendig. Die Kenntnis der politischen und militärischen Verhältnisse fremder Staaten und Streitkräfte ist die Voraussetzung für die Tätigkeit des Truppenführers. Alle Vorbereitungen für den Verteidigungsfall werden davon beeinflusst. In die Beurteilung der Lage müssen auch die Streitkräfte neutraler Staaten einbezogen werden, da sie die eigene Lage beeinflussen können.» Soweit dieser Auftrag.

Das Nachrichtenwesen hat also nicht nur die Aufgabe, über die militärische und politische Führung zu informieren, sondern stellt gleichzeitig einen Schutz der eigenen Streitkräfte vor dem Angriff eines potentiellen Gegners dar. Mit zunehmendem technischem Fortschritt werden die Vorwarnzeit und die Zeit, um Gegenmassnahmen zu treffen, immer kürzer. So gesehen werden der Nachrichtendienst und die Spionageabwehr zu einem wesentlichen Bestandteil der Landesverteidigung.

Zweiter Punkt: Zur Kontrolle und damit auch zum Postulat Müller. Der Ruf nach vermehrter parlamentarischer Kontrolle unseres Nachrichtendienstes ist unüberhörbar. Er ist auch populär, doch äusserst gefährlich. Der Nachrichtendienst hat seine eigenen Gesetzmässigkeiten. Aus der Natur des Nachrichtendienstes ergibt sich, dass er geheim ist und geheim bleiben muss. Das gilt insbesondere für Namen und Personen. Wer bekannt ist, muss fallengelassen werden. Ob man es wahrhaben will oder nicht: Jede öffentliche Diskussion um einen Nachrichtendienst schadet diesem und damit auch seinem Land. Das war auch bei uns der Fall. Aber eben, oft kommen kommerzielle Ueberlegungen oder Sensationslust leider vor Landesinteressen. Und wieder andere lassen sich solche Gelegenheiten nicht entgehen, um die Glaubwürdigkeit der Armee zu schmälern und die Eigenständigkeit unseres Landes zu untergraben. Eine grosse Rolle in diesen Diensten spielt das Vertrauen. Eine gehörige Dosis davon ist notwendig zwischen Untergebenen und Vorgesetzten, zwischen diesen Diensten und dem Parlament. Vertrauen ist eine Form menschlichen Verhaltens, die in unserem heutigen Gesell-

schaftsbild nicht mehr einen hohen Kurswert besitzt. Eines ist sicher: ein straff kontrollierter Nachrichtendienst ist kein Nachrichtendienst mehr. Dr. Meier von Baldegg, Luzern, ein erfahrener Nachrichtenoffizier aus dem Zweiten Weltkrieg, äussert sich in der «NZZ» vom 24. Juni 1980 zur Frage vermehrter Kontrolle wie folgt: «Aus diesen Gründen wäre es völlig verkehrt und auch überflüssig, eine streng hierarchische Struktur des Nachrichtendienstes zu schaffen und ihn mit strikten Weisungen und strengen Kontrollen zur Impotenz zu verurteilen. Die Leiter des Nachrichtendienstes auf allen Stufen müssen sich durch Sachkenntnis und Bildung auszeichnen. Doch das allein genügt nicht. Ein Nachrichtenoffizier muss Phantasie und Fingerspitzengefühl haben, und er muss auch initiativ und mutig sein. Eine Reglementierung und Kontrolle, wie sie zurzeit von verschiedener Seite gefordert wird, würde dazu führen, dass kein begabter und einsatzfreudiger Offizier, Unteroffizier oder Soldat für einen Dienst zur Verfügung steht. Dafür werden diese Stellen von Strebern besetzt, von Leuten, die nichts riskieren, ihre Karriere unter keinen Umständen gefährden wollen, Leute, die sich stur an Vorschriften und Reglemente klammern und deshalb keine produktiven Leistungen bringen können.»

Gerade aus diesen Ueberlegungen lehnen wir auch eindeutig das Postulat Müller ab. Der Bericht Delamuraz geht unseres Erachtens diesbezüglich bis an die Grenzen dessen, was noch verantwortbar ist. Wir wollen nicht einen Nachrichtendienst, dessen oberstes Prinzip die Fehlervermeidung ist (dann lieber keinen, dann macht er auch keine Fehler!), sondern wir erwarten, dass er zur richtigen Zeit mit richtigen Meldungen zur Stelle ist. Im Ernstfall zählt nur das.

Dritter Punkt: Stellungnahme zum Bericht. Die Fraktion der FdP ist der Meinung, dass die leidenschaftlichen Diskussionen – wir haben heute wieder Muster gehört – und das Kesseltreiben rund um die UNA nun allmählich ein Ende nehmen sollten. Dies im Interesse unserer Armee und unseres Landes. Die bereits entstandenen Schäden sind gewaltig, doch nicht irreparabel, unter der Voraussetzung, dass der Nachrichtendienst in Zukunft in Ruhe seine grossen Aufgaben lösen kann. Unsere Fraktion hat mit Genugtuung vom vorliegenden Bericht Kenntnis genommen, weil er erstens die Ergebnisse der ersten Abklärung bestätigt – Bachmann ist kein Doppelagent –, zweitens weil die Unzahl von pressefüllenden Verdächtigungen und ein ganz überwiegender Teil der Anklageschrift Müller-Marzohl (In Stichworten seien genannt: Unregelmässigkeiten in der Finanzierung, Sicherheitserklärung, Ordner über Anlagen der Schweiz, Geheimdokument, Firma INSOR, Irland usw.) sich praktisch als gegenstandslos erwiesen. Die angekündigten Enthüllungen blieben weitgehend aus. Drittens sind wir mit Genugtuung erfüllt, weil die Einsetzung einer parlamentarischen Untersuchungskommission sich eindeutig erübrigt hat. Das war allerdings keine Ueberraschung; aufgrund der vorangegangenen Abklärungen war dies zu erwarten. Wir sind mit Genugtuung erfüllt, weil sich die vom EMD als Folge der Jeanmaire-Affäre getroffenen Massnahmen heute als absolut richtig erweisen.

Weniger erbaulich und schon gar nicht objektiv – und damit komme ich zur Berichterstattung über einen bestimmten Teil, der heute auch zur Diskussion gestellt ist, ohne dass ich Veranlassung hätte, mich für diese Person einzusetzen – waren die Kommentare zum vorliegenden Bericht in einem bestimmten Teil der Presse. Es erstaunt mich, wie man dazu kommen kann, Divisionär Weidenmann – um eine Persönlichkeit stellvertretend für andere herauszunehmen – generell als unfähigen Offizier zu qualifizieren. Der Bericht hält doch ganz eindeutig fest, dass die Herren Weidenmann, Hoffet und Ramser sich als unfähig erwiesen, die auftretenden Unruhen in der UNA zu beschwichtigen. Sie aber kurzerhand als unfähige Offiziere schlechthin zu bezeichnen, ist doch ein etwas starkes Stück und entspricht auch nicht den Tatsachen. Ich hoffe, dass Herr

Bundesrat Chevallaz diese Angelegenheit ins richtige Licht rücken wird.

Unsere Fraktion beantragt Ihnen einstimmig, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen, das Postulat Müller-Marzohl und den Antrag Forel abzulehnen.

Nach dieser Stellungnahme der Fraktion eine persönliche Äusserung zum Votum von Herrn Gerwig. Herr Gerwig, Sie haben in ihrem Votum unter anderem gefragt, ob Sie eigentlich naiv seien zu glauben, dass, dass, dass... Wollen Sie die Antwort? Sie sind es. Im übrigen möchte ich festhalten, dass Ihr Votum aus drei Vorbemerkungen bestand, der Rest war eine reine polemische Tirade. Was Sie hier geboten haben, war ein Meisterwerk von Demagogie. Ich frage mich, ob es nicht besser, sinnvoller und der Sache dienlicher wäre, wenn wir nun konstruktiv an die Lösung des ganzen Problems herantreten würden. Mit Ihrer Haltung, die Sie hier gezeigt haben, sind Sie nicht nur ein Totengräber an der UNA an sich, sondern auch an der Landesverteidigung.

Zblinden: Die CVP-Fraktion hat der Angelegenheit Bachmann im besonderen, aber darüber hinaus auch den Unstimmigkeiten innerhalb der UNA im allgemeinen jene Beachtung geschenkt, die sie verdient. Nicht weniger, aber auch nicht mehr. Wir wollen gerne darauf verzichten, daraus politisches Kapital zu schlagen. Es darf uns denn auch nicht wundern, wenn in dieser Angelegenheit wiederholt Dichtung und Wahrheit oder Tatsachen und Meinungen etwas durcheinander gerieten. Der Nachrichtendienst umfasst eben einen relativ weiten Geheimbereich und auch nur die teilweise Lüftung des darüber gelegten Schleiers vermag pikante und phantasieanregende Einzelheiten ausserhalb des Gesamtzusammenhangs an den Tag zu legen. Der Nachrichtendienst ist jedoch etwas zu Wichtiges, als dass nicht jedem Anhaltspunkt einer bestehenden oder vermeintlichen Schwäche zwar konsequent, aber mit der notwendigen Diskretion auf den Grund zu gehen ist, dies um so mehr, nachdem konkrete Hinweise, Vermutungen, aber auch Verdächtigungen und Anwürfe gegen die UNA an die Öffentlichkeit getragen wurden.

Die CVP-Fraktion will nur zu einigen wenigen, aber wesentlichen Ergebnissen und Begleiterscheinungen dieser Abklärungen Stellung nehmen. Vorab verurteilen wir jedoch mit Nachdruck einmal jene Kreise, die glauben, mit offenen oder verkappten Drohungen Parlamentarier innerhalb oder ausserhalb der Arbeitsgruppe der GPK mundtot zu machen, dann aber auch die Art und Weise, wie Herr Bachmann quasi *post festum* durch eine ausgiebige Interviewtätigkeit den Nachrichtendienst zusätzlich entblößen konnte.

Es stellt sich vorab die Frage der Notwendigkeit dieser zusätzlichen Abklärungen. Waren sie notwendig oder nur nützlich? Die Unstimmigkeiten in der UNA, insbesondere jene in den Jahren 1975 bis 1978, sind in der sehr umfang- und aufschlussreichen Administrativuntersuchung Oswald fast ausnahmslos zwar nicht an den Tag gebracht, aber in einem geheimen Bericht vom August 1978 dem Departement und dem Bundesrat mitsamt den noch offenen Problemen dargelegt worden. Eine Reihe von entsprechenden Massnahmen war schon seit 1978 eingeleitet. Die Umstände und die Hintergründe, welche die Angelegenheit Bachmann auslösten, bildeten im Anschluss an eine weitere Administrativuntersuchung im Mai 1980 Gegenstand eines streng geheimen Berichtes Stotz, der sowohl das Verhalten von Oberst Bachmann, die ihm sukzessiv erteilten Aufträge, den Fall Schilling wie auch die internen Kritiker Bachmanns analysierte. Die zusätzlichen Abklärungen waren zumindest nützlich, weil das Parlament die ihm übertragene Aufgabe der Oberaufsicht besser und durchsichtiger erfüllen konnte, weil gewisse Verantwortlichkeiten klarer erfasst wurden, weil eine grosse Anzahl Vermutungen und Verdächtigungen widerlegt oder wenigstens deren Haltlosigkeit dargelegt werden konnte, weil damit Gelegenheit geboten wurde, einige grundlegende Fragen des

Nachrichtendienstes in unserem Staate bewusster anzugehen.

Die zusätzlichen Abklärungen und insbesondere die damit verbundene Pressekampagne haben aber auch zusätzlichen Schaden angerichtet. Zum Schaden aus dem Fall Schilling und dem unmittelbar darauf folgenden Blossstellen und Ausscheiden Bachmanns hat dieses Nachexerzieren wertvolle Bereiche und viele tüchtige Mitarbeiter des Nachrichtendienstes verheizt. Das Offenlegen eines im Aufbau befindlichen Nachrichtendienstes, die Nennung von Namen, die Veröffentlichung von teilweise falschen Zahlen und die Hinweise auf Nachrichtenbeschaffungsmethoden, all das hat unschätzbare Vertrauen zerstört, das Vertrauen fremder Nachrichtendienste, das Vertrauen dienstbereiter Auftragnehmer, das Vertrauen aber auch tüchtiger Nachrichtenleute. Dazu kommen die zusätzlichen Monate, in denen die Nachrichteneingänge an Quantität und an Qualität verloren. Dieser Schaden ist für eine parlamentarische Arbeitsgruppe begreiflicherweise schwer quantifizierbar.

Nun zu einigen wichtigen staatspolitischen Fragen. Es ist unzweifelhaft, dass während einer bestimmten Phase die verwaltungsinterne Aufsicht des militärischen Nachrichtendienstes mangelhaft war. Das hat sich als schicksalshaft erwiesen. Gerade weil es sich hier um schützenswerte Geheimbereiche handelt, müssen die Vorgesetzten für klare Aufträge, für strikte Abgrenzungen der Zuständigkeiten, für die Vermeidung personeller Verpflichtungen und für fähige Führungskräfte sorgen. Hier kann sich – wie die Geschichte zur Genüge zeigt – jeder Fehlentscheid verheerend auswirken. Unhaltbar werden in solchen Bereichen aber auch die Verhältnisse, wenn unter den Mitarbeitern Querelen, Intrigen und Verdächtigungen ausbrechen und die Vorgesetzten nicht in der Lage sind, diese entweder aufzufangen, gütlich zu regeln oder mit Erfolg zu bekämpfen. Heikler steht es im Nachrichtendienst um die Oberaufsicht durch das Parlament. Uneingeschränkt muss diese Oberaufsicht gewährleistet sein, wenn es um die zur Verfügungstellung und Verwendung der finanziellen Mittel geht, um die Geschäftsführung des Dienstes, um die Tätigkeit der Amtsstellen und die Führung durch die Verantwortlichen oder auch um die Einhaltung der Beamtenvorschriften usw. Die übliche Oberaufsicht ist nicht mehr möglich, wenn es um eine Reihe streng geheimer Dinge geht, so etwa um die Quellen der Nachrichten, um die Strukturen und Methoden dieser Nachrichtenbeschaffung und um die mit geheimen Aufgaben betrauten Personen. Solche Bereiche müssen streng geheim bleiben, weil deren Offenlegung die ganze Nachrichtenbeschaffung notwendigerweise in ihrer Existenz gefährdet. Unseres Erachtens soll und kann die Oberaufsicht über den Nachrichtendienst durch die Sektion EMD der GPK, allenfalls sekundiert durch die Militärkommissionen, erfolgen. Die sollen dafür Gewähr bieten, dass Kontrollen durchgeführt werden, dass Missstände behoben und – noch besser – Missbräuche vermieden werden. Diese Selbstbeschränkung ist möglich und tragbar. Die Abklärungen der Arbeitsgruppe haben dies bewiesen. Sie liegt im Interesse eines wirksamen Nachrichtendienstes; diese Konzeption entspricht leider nicht dem Postulat Müller, weshalb es abzulehnen ist.

Der vorgelegte Bericht gibt unserer Fraktion auch Gelegenheit, die Frage zu beantworten, ob ein besonderer staatlicher Nachrichtendienst opportun sei. Auch oder gerade in der heutigen Weltlage ist es für jeden Staat unerlässlich, und das gilt in erhöhtem Masse für das Milizsystem im Kleinstaat, dass für jedwede Konfliktmöglichkeit eine Frühwarnung erfolgt. Ein solches Frühwarnsystem lässt sich nicht erst bei drohender Gefahr aufbauen. Will es wirksam und zuverlässig sein, muss der entsprechende Nachrichtendienst schon in Friedenszeiten eingerichtet werden. Dafür genügt unseres Erachtens der rein militärische Nachrichtendienst mit offiziellen Nachrichtenträgern nicht mehr. Es ist also nicht nur zweckmässig, sondern geradezu existenznotwendig für unseren Staat, sich ein In-

strument zu schaffen, das sich unserem Milizsystem entsprechend, alle weltweit zur Verfügung stehenden Informationsquellen zunutze macht. Dessen personelle Zusammensetzung, dessen Quellen, dessen Strukturen an der Front müssen notgedrungen geheim bleiben.

Zum Schluss einige Lehren aus den Unstimmigkeiten in der UNA im allgemeinen und aus der Angelegenheit Bachmann im besonderen:

Die Unstimmigkeiten in der UNA haben uns deutlich gezeigt, welche Bedeutung den persönlichen und sachlichen Kompetenzen der Führung und des ganzen Führungsstabes im Nachrichtendienst zukommen, wie verheerend sich Querelen unter den Mitarbeitern dieser Dienste auswirken können, wie sehr auch hier eine moderne Personalführung unerlässlich ist, wie wenig für bestimmte Aufgabenbereiche das Beamtenstatut befriedigt und wie sehr dafür ein Sonderstatut notwendig ist.

Die Angelegenheit Bachmann hat uns vor Augen geführt, dass Oberst Bachmann nach menschlichem Ermessen kein Doppelagent ist und gegenteilige Befürchtungen ungerechtfertigt sind. Ich erlaube mir hier den Hinweis, dass das Bild, welches unser Herr Kollege Gerwig über Bachmann gezeichnet hat, ein Zerrbild ist, und ich spreche in Kenntnis der Akten. Weiter, dass die Ernennung Bachmanns zum Chef eines und sogar zweier nachrichtendienstlicher Abteilungen als Fehlentscheid zu bezeichnen ist, dass jede persönliche Verflechtung in diesen Bereichen verfehlt ist, dass wir einen besonderen Nachrichtendienst benötigen und dass schliesslich im EMD auch für den Nachrichtendienst eine gezielte Karriereplanung zu erfolgen hat, welche auch Milizoffizieren den Weg in Chefpositionen offenhält und für das mittlere Kader auch Personen ohne entsprechenden militärischen Grad zulässt.

Um dem Nachrichtendienst eine erspriessliche und wirkungsvolle Zukunft zu gewährleisten, sollte nun das Traktandum nach der heutigen Debatte endlich *ad acta* gelegt werden können. Das braucht einmal Mut und Einsicht bei all jenen, die innerhalb und ausserhalb der UNA früher und heute mit einem Dauerfeuer auf den Nachrichtendienst geschossen oder mit Akribie und Ausdauer das Rampenlicht der Öffentlichkeit darauf gerichtet haben. Das verlangt aber auch von den verantwortlichen Stellen im Bundesrat und im Departement in der Zukunft kluge personelle Entscheide und ein wachsames Auge für jede Fehlentwicklung. Nur diese Einsicht bei den Kritikern – so meint die CVP-Fraktion – und diese Klugheit bei den Verantwortlichen, verbunden mit einer weise und pragmatisch geführten Oberaufsicht des Parlamentes, vermögen Unstimmigkeiten, wie wir sie in der UNA erlebt haben, und Pannen, wie sie im Falle Bachmann aufgetreten sind, zu vermeiden.

In diesem Sinne beantragen wir Ihnen, vom Bericht zustimmend Kenntnis zu nehmen.

Widmer: Die unabhängige und evangelische Fraktion stimmt dem Bericht der GPK zu. Wir nehmen also in positivem Sinne davon Kenntnis.

Ich hatte ursprünglich die Absicht, eine kurze Erklärung im Namen unserer Fraktion abzugeben, aber die Diskussion, so wie sie bis jetzt verlaufen ist, veranlasst mich meinerseits auch zu Vorbemerkungen.

Wir nehmen bewusst Distanz zu dem Schlagabtausch, der sich heute vormittag auf dem Rücken des schweizerischen Nachrichtendienstes abspielt. Wir glauben, dass auf diese Art und Weise die bestehenden Probleme nicht gelöst werden können. Ich bin persönlich der Meinung, dass Herr Gerwig in seinem Votum übermarcht und dadurch keinen positiven Beitrag zur Bewältigung der Aufgabe geleistet hat. Aber ebenso klar ist auch, dass Herr Muff mit seiner Qualifikation an Herrn Gerwig, er sei ein Totengräber unserer Landesverteidigung, von dem abgewichen ist, was uns vorwärts bringt. Ich glaube nicht, dass man jemanden, der Kritik übt, gleich auf diese Art und Weise abqualifizieren darf.

Damit komme ich bereits zum Hauptgedanken: Wir sind der Meinung, man sollte den Leuten, die im Nachrichtendienst tätig sind, endlich einmal die Voraussetzung schaffen, dass sie ihre Aufgaben erfüllen können, und das möchte ich noch etwas präzisieren. Leute, welche im Nachrichtendienst tätig sind, im landläufigen Sprachgebrauch Spione genannt, sind Menschen, deren Tätigkeit nur schwer mit den Verhaltensnormen braver Bürger in Einklang gebracht werden kann. Deshalb hatten Indiskretionen über Spionage zu allen Zeiten etwas Faszinierendes. In einer durch die Herrschaft der Massenmedien gekennzeichneten Epoche gewinnen solche sogenannten Sensationen eine ganz besonders grosse Dimension. Das landesweite Entsetzen über die Vorbereitung eines Standortes für eine allfällige Exilregierung durch die zuständigen Organe halten wir für naiv. Solche Vorbereitungen gehören zu den selbstverständlichen Pflichten der Landesregierung. Wir nehmen zudem an, dass nicht nur ein einziger solcher Standort vorbereitet ist. Als bedauerlich bezeichnen wir die Tatsache, dass die nachrichtendienstlichen Probleme nicht durch die Verwaltung und den Bundesrat selbst bereinigt werden konnten, sondern das Engagement des Parlamentes erforderten. Dass die Wahl Bachmann in seine verantwortungsvolle Stellung ein Fehler war, kann heute nicht mehr bestritten werden und wirft ein schlechtes Licht auf die Personalpolitik im EMD. Dabei denke ich bei dieser negativen Qualifikation weniger an die Tätigkeit von Herrn Bachmann auf dem Gebiet des Nachrichtendienstes, die sowieso sehr schwer zu beurteilen ist, zumindest für die Leute, die nicht in der Spezialkommission waren. Aber seine Unfähigkeit besteht darin, dass es ihm nicht gelungen ist, seine nachrichtendienstliche Tätigkeit gegen aussen abzuschirmen, und eben diese Debatte, die heute stattfindet, nicht vermieden werden konnte. Das muss ihm zur Last gelegt werden.

Die im Laufe der letzten Wochen deutlich gewordene Tendenz, den Nachrichtendienst einer direkten parlamentarischen Kontrolle unterstellen zu wollen, ist absurd. Die Nachrichtenbeschaffung muss sich teilweise in der Illegalität bewegen. Das Parlament andererseits ist der Legalität verpflichtet. Nachrichtendienst und Öffentlichkeit schliessen einander aus. Der Nachrichtendienst basiert also auf dem Vertrauen von seiten des Parlamentes. Solches Vertrauen sollte von seiten der Landesregierung durch besonders verantwortungsbewusste Entscheide auf dem Gebiet der Personalpolitik, d.h. der Personaleinstellungen und der Beförderungen, honoriert werden. Ob die Schweiz heute einen genügenden Nachrichtendienst hat, vermögen wir nicht zu beurteilen. Wir wünschen jedoch, dass der Bundesrat alles Notwendige vorkehrt, damit der Nachrichtendienst in der Lage ist, seine wichtigen Aufgaben zu erfüllen.

Die heutige Debatte – und damit komme ich zum Schluss – betrachten wir als unvermeidlichen Tribut an die Massenmedien. Wir hoffen, dass sich dieser Tribut in einer vertretbaren Grössenordnung bewegt und die UNA möglichst rasch ihre Arbeit wieder in Ruhe fortführen kann.

Präsident: Es folgen jetzt die Einzelsprecher.

Bremi: Mit einem für ein Milizparlament kaum noch zumutbaren zeitlichen Aufwand hat die beauftragte Arbeitsgruppe den vorliegenden Bericht erarbeitet. Wir sind ihr dafür dankbar.

Wie ist das Resultat zu beurteilen? Dass der groteske Auftrag an Herrn Schilling grobfahrlässig war, wussten wir schon in der Sommersession 1980. Der Bericht enthält diesbezüglich nichts Neues. Die Kommission hatte aber einer langen Reihe von weiteren Verdächtigungen nachzugehen, die von Herrn Kollegen Müller-Marzohl geäussert wurden. Wenn ich den Bericht richtig verstehe, erwiesen sich diese weiteren Verdächtigungen als haltlos. Es ist wohl richtig, dieses Resultat in aller Deutlichkeit festzuhalten.

ten und damit das EMD, die Militärjustiz und die UNA wieder zu entlasten.

Zu einem Vorwurf und zu seinen Konsequenzen will ich mich aber noch äussern. In den Ziffern 222 und 223 wird ausgeführt, dass in den Jahren 1976 und 1977 in bezug auf die Führung der UNA Fehler begangen worden seien. Die Namen des damaligen Chefs der UNA und seiner engsten Mitarbeiter werden genannt, und es wird gesagt: Sie haben sich als unfähig erwiesen, «die auftretende Unruhe gütlich zu beschwichtigen».

In Ziffer 223 wird ferner ausgesagt, der damalige Chef der UNA habe diese zu wenig geführt und kontrolliert. Ich habe keinen Einblick in die Unterlagen und kann mich deshalb materiell zu diesen Vorwürfen nicht äussern. Zweierlei möchte ich aber dazu feststellen. Es ist mir nicht verständlich, wie ein solch pauschales Urteil gefällt werden konnte, ohne den damaligen Generalstabschef, also den direkten Vorgesetzten des beauftragten Divisionärs, zu befragen. Der damalige Generalstabschef, der den Chef UNA eingesetzt und geführt hat, teilt das Urteil in diesem Bericht keineswegs und bedauert, nicht angehört worden zu sein.

Zweitens: In der Presse wurde dieser Punkt (Vorwurf der Unfähigkeit) anders dargestellt als im Bericht. Unsere Bürger lesen kaum diesen ganzen Bericht. Sie lesen ausschliesslich den Kommentar in der Presse. Und in der Presse entstand hinsichtlich des damaligen Leiters der UNA ein anderes und falsches Bild. In einigen Zeitungen wurde dann von Unfähigkeit an sich, ohne Einschränkung, gesprochen. Offenbar beziehen sich die Journalisten diesbezüglich auf Ausführungen an einer Pressekonferenz. Das (Unfähigkeit ohne Einschränkungen) hat die Kommission nicht geschrieben, und das ist ein grosser Unterschied. Diese Generalisierung vor der Öffentlichkeit ist gegenüber jenen Offizieren, die sich über Jahrzehnte für unser Land eingesetzt haben, unanständig und unfair.

Mit dieser Feststellung will ich die Angesprochenen vor unangemessenen Anschuldigungen in der Öffentlichkeit schützen. Wir lernen aus diesem Vorfall einmal mehr, dass ein Parlament darin vorsichtig sein sollte, unnötigerweise Personen anzugreifen. Wir laufen Gefahr, auf der Suche nach publikumswirksamen Sündenböcken mehr Unrechtes als Rechtes zu tun, auch jetzt wieder, wenn wir weitere, neue Verdächtigungen aussprechen. Ich bitte deshalb Herrn Bundesrat Chevallaz, in dieser Sache die notwendigen Korrekturen anzubringen.

Braunschweig: Eine Frage beschäftigt mich, die ich hier Herrn Bundesrat Chevallaz, aber auch den Sprechern der Geschäftsprüfungskommission stellen möchte: Ist die Lieferung von Nachrichten durch private Organisationen wirklich im Grundsatz zu bejahen, wie das auf Seite 20 des Berichtes gesagt wird? Für uns Zeitgenossen hat die Organisation Hausammann einen ausgezeichneten Ruf aus dem Zweiten Weltkrieg, ja geradezu einen Glorienschein. Wir müssen aber wissen: Eine solche private Organisation ist keiner demokratischen und parlamentarischen Kontrolle unterstellt. Sie kann sich jederzeit aussen-, innen- oder wirtschaftspolitisch in einer falschen Richtung entwickeln. Von daher drängen sich Fragezeichen auf. Ich erinnere daran: Bei den Auseinandersetzungen um den inneren Staatsschutz, die Subversionsbekämpfung, sagt die Kommission eindeutig, das sei allein Sache der Bundespolizei. In der Affäre Cincera wurde – nicht überall, aber an vielen Orten – gleichermaßen argumentiert: Staatsschutz ist Aufgabe des Staates allein. Gerade vom Bundesratstisch aus wurde immer wieder erklärt: Staatsschutz und Gewaltanwendung seien Monopole des Staates.

Ich sage es ganz deutlich: Wir wollen keine Privatarmee, keine private Polizei, wir wollen keine Mafia, die Urteile fällt und vollzieht; wir wollen keine Bürgerwehren und wollen auch keine private Spionage- oder Spionageabwehr-Organisationen. Wir anerkennen das Büro Hausammann

während des Zweiten Weltkrieges als Einzelfall, das aber den Grundsatz privater Staatsschutztätigkeit nicht rechtfertigt. Die Kommission ist in diesem Punkte zu einem falschen Schluss gelangt.

Ich frage mich: warum? Und ich erwähne zwei Gründe, einen politischen und einen moralisch-psychologischen. Zum politischen: Herr Oberst Bachmann ist ein Kind des Kalten Krieges, ein Kriegskind, das wie ein Kriegskind geschädigt ist, frühkindliche Schäden, die nach heutiger Auffassung von Pädagogen und Psychologen ganz oder teilweise unheilbar sind.

Das Klima der Kritiklosigkeit und der Einseitigkeit im Kalten Krieg hat Herrn Bachmann geprägt und geformt, und dafür trägt er nicht allein die Verantwortung. Dafür trägt auch diese Gesellschaft in diesem Lande die Verantwortung. Ich antworte Herrn Muff ganz deutlich: Wenn Sie mit Dialogunfähigkeit und Zynismus auf Herrn Gerwig antworten, dann lassen Sie den Geist des Kalten Krieges wieder aufleben. Aus diesem Geist werden neue «Bachmänner» wachsen, und Sie, Herr Muff, tragen dafür die Verantwortung.

Zum moralisch-psychologischen Aspekt: Im Bericht der Geschäftsprüfungskommission wird diese Wertung berührt, aber sie kommt zu kurz. Der Bericht ist nach meiner Beurteilung sehr sorgfältig, sehr objektiv, sehr sauber, aber widersprüchlich, weil er in sorgfältiger, objektiver und sauberer Weise eine unsorgfältige, unobjektive und vor allem unsaubere Sache schildert. (Ich rede jetzt von den Spezialdiensten und vom besonderen Nachrichtendienst, nicht von demjenigen, der nur gerade Informationen sammelt; diese Unterscheidung können wir dem Bericht entnehmen.) Wir müssen es ganz deutlich sagen: Es geht um die Verletzung fremder Rechtsordnungen, um sehr viel Unwahrheit und Lüge, um Tarnung und Täuschung, und es geht um den Missbrauch von Liebe und von Vertrauen. Deswegen war es ausserordentlich schön, aber ein Widerspruch in sich, was Herr Muff über das Vertrauen in einem Nachrichtendienst gesagt hat. In Tat und Wahrheit geht es um Irreführung und Betrug, um Scheinfirmen, Scheinorganisationen, um Scheinliebe und Scheinhilfswerk (Herr Bachmann war ja einmal in einer sehr zwiespältigen Angelegenheit unter zwiespältigen Umständen in Biafra tätig). Mit den besonderen Nachrichtendiensten verletzen wir alle Werte, die uns wichtig sind und für die wir uns einsetzen. Auf diesen inneren Widerspruch müsste man deutlicher hinweisen. Herr Delamuraz hat es sich etwas zu einfach gemacht, wenn er sagt: Ethik – nicht wie anderswo. Das war recht «cool». Herr Muff war noch distanzierter. Er spricht von der eigenen Gesetzmässigkeit des Nachrichtendienstes. So kommen wir nicht an die tatsächliche Problematik heran. Es fehlt eine wesentliche, die entscheidende Dimension. Deshalb kann ich dem Aufruf nicht folgen, einfach zu sagen: «Schwamm darüber!» Damit ist das Problem nicht gelöst. Wir sind im Begriff, es bestenfalls zu verdrängen. Es geht um ein echtes Dilemma, über das man nicht einfach hinweggehen kann. Wir müssen uns dem Widerspruch stellen. Nur in dieser Gegenüberstellung ist eine Lösung absehbar.

Denselben Zwiespalt können wir fast parallel auf der menschlichen Ebene verfolgen. Die Menschen im Nachrichtendienst sind, müssen gesplante Persönlichkeiten sein. Sie müssen Doppelrollen erfüllen und im Falle des Herrn Bachmann gerade auch noch Doppelfunktionen. Deshalb ist es gar nicht wichtig, ob er auch noch Doppelagent war oder nicht. Es ging ja gar nicht um Doppelagent, sondern allenfalls um Mehrfachagent. Eine Doppelrolle musste er ohnehin spielen. Das muss jeder Nachrichtemann tun. Zu dieser Rolle und Tätigkeit gehören auch Fanatismus, sehr viel Intoleranz, der grosse Eifer, typische Mentalität des Konvertiten, und eine Tendenz zum Wahnhaften. Um im Nachrichtendienst tätig zu sein, braucht es einen Schuss Verfolgungswahn. Das finden wir an einzelnen Nachrichtenleuten immer wieder bestätigt. Nur deshalb ist eine solche Dummheit wie der Einsatz des Herrn

Kurt Schilling erklärbar. Und nur in dieser Sicht ist es zum Defaitismus gekommen, den Sitz einer Exilregierung in einem Zeitpunkt vorzubereiten, da man uns laufend aufruft, Widerstand zu leisten.

Ein Abschluss der Angelegenheit Bachmann/Nachrichtendienst ist nicht abzusehen. Sie kann nur verdrängt oder versteckt werden. Das wird die Zukunft zeigen. Ueber Herrn Oberst Bachmann können wir möglicherweise die Akten schliessen. Ich glaube es von seiner Natur her allerdings nicht, aber es ist denkbar. Der nächste Bachmann wird aber kommen, ob wir es wollen oder nicht, weil man mit der Gespaltenheit der Persönlichkeit nicht ungestraft spielen kann.

Müller-Luzern: Es ist bereits vor einem Jahr ersichtlich gewesen, dass es nicht einen Fall Schilling oder einen Fall Bachmann, sondern einen Fall UNA gibt. Dieser Fall war ja nicht neu – das ist bereits dargelegt worden –, aber er gewann vor einem Jahr einen neuen Aspekt. Es zeigte sich nämlich, dass die GPK im Jahre 1977 nicht richtig informiert worden ist und dass man unrichtige, ja fatale Konsequenzen aus dem früheren Fall UNA gezogen hatte. Die eigentlichen Versager und Verantwortlichen waren befördert oder mit Handschuhen behandelt worden, die subalternen Offiziere hingegen zappelten noch in den Fangnetzen unfairer, rechtsmissbräuchlicher Strafverfahren, wie dies der Bericht heute mit grosser Klarheit bestätigt. Man sah aber auch (und das ist nun die Kapiteleinteilung meiner Unterlage, ich bitte Sie das zu bemerken, gerade nach dem Votum von Herrn Muff): «Widersprüche in den amtlichen Verlautbarungen zur Schilling-Panne», «Rechtsungleichheiten» (Herr Schalcher hat darüber in sehr fairer Offenheit gesprochen), «beunruhigende Unklarheiten in bezug auf die Strukturen des Bachmann-Imperiums», «beunruhigende Unklarheiten in bezug auf die Herkunft und auf die Verteilung der Gelder in der UNA» und schliesslich eine endlose Reihe von Unklarheiten, die inzwischen durch die GPK entweder geklärt oder doch wenigstens erklärt worden sind. Es gibt aber auch noch ungeklärte Unklarheiten, die der GPK-Gruppe – ich werde kurz darauf zurückkommen – aus diesem oder jenem Grunde nicht vor die Augen gekommen sind und vielleicht auch nicht vor die Augen kommen müssen.

Unter diesen Voraussetzungen war es unmöglich, den Fall Bachmann/UNA in der Junisession abzuschreiben, ob schon der Departementsvorsteher die Angelegenheit als Indianerspiel bagatellisierte. Affären von diesem Ausmass lassen sich nun einmal nur durch vertiefte Untersuchungen bereinigen. Gebrochenes Vertrauen wächst nicht von selbst nach wie die Zweige eines Baumes, vor allem nicht, wenn die Missstände weiterdauern. In diesem Falle lag aber eine genauere Prüfung durch die Treuhänder des Volkes – und als solche erachte ich die Parlamentarier – im Interesse der Sache selbst. Auch im Ausland bleibt das Prestige des schweizerischen Nachrichtenapparates angeschlagen, wenn es nicht durch das Parlament wiederhergestellt wird.

Herr Muff, Sie haben mich vorhin angegriffen, und ich möchte Ihnen jetzt antworten: Wenn Sie diese Angelegenheit auf die Junisession so vorbereitet hätten, wie man sie jetzt vorbereitet hat und wie man es damals schon hätte tun müssen, wäre es sicher nie zu diesem «Kesseltreiben» gegen die UNA gekommen. Ich bin sehr erstaunt, dass Sie von einer Anklageschrift sprechen. Meine Schrift trägt nämlich den Titel «Zum Fall Bachmann, eine Arbeitsunterlage für die GPK», und sie schliesst mit dem Satz: «Dieses Dossier ist kein Schlussbericht, sondern eine Arbeitsunterlage für die Untersucher. Die Verantwortung für alles weitere liegt nun bei der GPK.» Ich konnte ja diese Dinge nicht untersuchen. Ich hatte aber den Auftrag, alles zusammenzutragen, was mir zu Ohren gekommen ist und was ich für untersuchenswürdig gehalten habe, und diesen Auftrag habe ich auch erfüllt, Herr Muff. Sie werden hier übrigens den Ausdruck Doppelagent nirgends finden.

Nun stellt sich die Frage, die mir gegenüber stets mit dem unterschwelligen Vorwurf des Landesverrates erhoben worden ist: Schadet die öffentliche Erörterung nachrichtendienstlicher Ungereimtheiten dem Lande? Um diese komplizierte Frage im konkreten Fall beantworten zu können, muss man sich, abgestützt auf den Bericht der GPK, vergegenwärtigen, was denn eigentlich in der UNA während der vergangenen Jahre geschehen ist. Wir haben durch eine Reihe unglaublicher organisatorischer und personeller Fehlmassnahmen die UNA, welche der Regierung und der Armee Entscheidungsunterlagen für heute und für Krisenzeiten liefern sollte, zu einer ernsthaften Gefahr für unseren Staat gemacht. Weil die charakterlich labile Leitung nicht vertrauenswürdig war, weil die Kontrollinstrumente nicht funktionieren konnten und weil eine weitverbreitete Unsicherheit jahrelang geduldet wurde, ist der sogenannte Geheimdienst zum grössten Sicherheitsrisiko unseres Staates geworden. Wegen der sicherheitstechnischen Mängel gab es nämlich keine Gewähr dafür, dass der Apparat nach aussen und nach innen genügend abgesichert war, die verworrenen und ineinander übergreifenden Strukturen machten es potentiell ohne weiteres möglich, dass manipulierte Nachrichten in diesen Apparat eingeschleust wurden; sie machten es aber auch möglich, dass Informationen leichter als anderswo hinausickern, konnten. Es empfiehlt sich, neuere Bachmann-Interviews auch unter diesem Gesichtspunkt genau zu analysieren.

Man darf die Vorgänge in der UNA nicht einfach damit erklären, dass es in jedem Nachrichtendienst Unruhe gebe. Was den Fall UNA so gravierend macht, sind nicht die Unruhen, sondern die Mängel der UNA. Die Unruhen waren ein Glück für die UNA, kein Unglück. Ohne sie würden der auffällige, ungewöhnlich aufwendig lebende und eskapadenreiche Oberst Bachmann und einige seiner Vertrauten und Vorgesetzten weiterhin ihr durch und durch für das Land gefährliches Nachrichtenspiel betreiben.

Es gibt leider Gründe zur Annahme, dass ein leistungsfähiger ausländischer Nachrichtenapparat das Bachmann-Imperium rasch durchschaut hat. Mindestens Umriss und Schlüsselfiguren – es sind ja immer dieselben – lassen sich, wie ich feststellen konnte, mit geringem Aufwand nachzeichnen. Es trifft daher überhaupt nicht zu, dass die UNA durch die Diskussion des Falles Bachmann für unbefugte Ohren entschlüsselt worden ist und dadurch Schaden erlitten hätte. Der Schaden ist vorher entstanden durch die Baumeister des Apparates. Das Totschweigen aller Fehler hätte überhaupt keine Vorteile bringen können, denn das Vertrauen des Auslandes kann wie gesagt nur durch eine adäquate politische und sachliche Bewältigung der Affäre hergestellt werden. Vor allem sind entsprechende vertrauenerweckende Massnahmen notwendig. Und nun zum Bericht der GPK-Gruppe, ergänzt durch zwei hervorragende Voten Ihrer Sprecher.

Ich hatte schon mehrmals Gelegenheit anzuerkennen, dass die Gruppe nun den Einsatz geleistet hat, den die GPK angesichts einer derartigen Affäre einfach leisten musste. Gerade der Kontrollkommission des Parlamentes fällt die Aufgabe zu, das so notwendige Vertrauensverhältnis zwischen Behörde und Volk zu fördern, indem sie selbst sichtbar macht, dass sie nicht Komplize der Verwaltung ist, sondern kritischer und vertrauenswürdiger Beobachter und Kontrolleur. Nun hat die Gruppe die Voraussetzung dafür erarbeitet, dass wir den Fall UNA abschreiben und zur Tagesordnung übergehen können. Das heisst freilich nicht, dass man mit jeder ihrer Feststellungen einverstanden sein müsste. Eine solche Erklärung könnte ich jedenfalls nicht abgeben. So muss ich zum Beispiel der Objektivität halber feststellen, dass die Einquartierung Jeanmairies in ein Büro im Bereich des Spezialdienstes seinerzeit von keinem Nationalrat und von keinem Ständerat kritisiert worden ist. Man hat diese Massnahme vielmehr als einen nicht ungeschickten Schachzug der Fähdung gewertet.

Es ist im übrigen darauf hinzuweisen, dass die Arbeitsgruppe, wie sie selbst schreibt, die Akten der Strafuntersuchung gegen UNA-Beamte nicht konsultieren konnte und dass ihr Bericht vollständig auf Befragungen und Aktienstudium beruht. Deshalb halte ich einige Formulierungen für etwas risikotragend, besonders in Anbetracht der Redefreudigkeit Bachmanns, der sich ja bereits in Widersprüche verwickelt hat. Aber dem Bericht muss attestiert werden, dass er nach bestem Wissen und unter grossem Einsatz erstellt worden ist und dass er nun die Unterschrift derjenigen trägt, die in diesem fortgeschrittenen Stadium der Angelegenheit die Verantwortung für die Abklärung der Tatbestände übernehmen. Das genügt mir. Ich stelle deshalb keine weiteren Anträge. Ich stimme dem Antrag der Gruppe zu.

Dieser Verzicht, das möchte ich zum Schluss beifügen, geht nicht auf den Drohbrief Bachmann zurück. Ich möchte dazu aber zwei Feststellungen machen: Erstens habe ich, wie jedermann den Protokollen entnehmen kann, öffentlich nur Fragen gestellt und keine Verdächtigungen als Tatsachen formuliert, obschon ich dazu provoziert worden bin. Es war der Generalstabschef, der im Fernsehen den Ausdruck «Doppelagent» in Umlauf gesetzt hat, nicht ich.

Zweitens: Nachdem nun aber Herr Bachmann in einem Zeitungsinterview dargelegt hat, ausländische Dienste hätten ihm, dem supergeheimen Chef einer supergeheimen Organisation, von der man in der Schweiz nur unter Strafandrohung sprechen konnte, gratuliert, weil er «über absolut hochwertige Informationen verfügte», muss ich gestehen, dass meine Phantasie ungemein angeregt wird, erneut über das Verhältnis Bachmanns zu ausländischen Diensten Vermutungen anzustellen. Ich halte es zum mindesten für unerlaubt naiv. Ich stelle erneute Mutmassungen über die Qualitäten dieses Chefs an. Mit dem gängigen Hinweis, im Nachrichtendienst gelte eben das Prinzip *do ut des* (Ich gebe Dir, damit Du mir gibst), kann man diese Äusserung Bachmanns wie so vieles andere, von dem ich nicht sprechen will, in keiner Weise ausdeuten. Hier eröffnet sich ein sehr heikles Feld, über das nicht nur Militärs, sondern Parlamentarier im Interesse unserer Aussenpolitik einmal eingehend sprechen sollten. Zum Postulat werde ich nachher reden.

Zum Schluss richte auch ich die Aufforderung an den Bundesrat, nun dafür zu sorgen, dass diejenigen, die durch Bachmann Schaden erlitten haben, auch wieder gebührend entschädigt werden. Im übrigen nehme ich an, dass Herr Bundesrat Chevallaz nun auch seine persönlichen Ausfälle, die er in der Junisession hier gegen mich vorgetragen hat, etwas korrigiert.

M. Robbioni: Riconosco, come altri già l'hanno fatto, l'ottimo lavoro svolto dal gruppo di lavoro della Commissione della gestione, lo riconosco nonostante i propositi personali del collega Muff. C'è demagogia anche nella minimizzazione dei fatti. Ottimo lavoro anche se si tratta di lavoro in due riprese. Una Commissione speciale non avrebbe saputo far meglio. Effettivamente, la gestione s'è trasformata da controllore in inquirente e, senza la coraggiosa denuncia del collega Müller-Marzoll, avremmo avuto il solito rapporto. Riconosco anche la disponibilità del consigliere federale Chevallaz a levare il segreto sui servizi segreti. Infine, ammetto che non si tratta soltanto della fotografia di ciò che è successo, ma di un progetto di intenti affinché non succeda più. Ecco, collega Widmer, un ulteriore rapporto positivo da parte socialista. Per questi motivi, letti in senso positivo, non mi associo alla proposta del collega Forel di prendere atto del rapporto disapprovandolo, poiché non è il rapporto che va disapprovato, ma i fatti all'origine obiettivi di disapprovazione o di attenzione critica. Ritengo avantutto una manovra diversiva la personalizzazione dell'affaire. Non è il personaggio Bachmann che deve occuparci e preoccuparci, ma le condizioni che hanno permesso al signor Albert Bachmann di diventare capo dei

servizi segreti. E dovrebbe preoccuparci tutti, collega Muff, indipendentemente dal nostro grado militare e della disponibilità personale, o di gruppo, di votare i crediti militari. Non si tratta neppure solo di procedura o di pratica di promozione. Il colonnello Bachmann non è stato soltanto promosso, gli è stato affidato il servizio speciale, il servizio di informazioni particolari. «Affidare» deriva da fiducia, ma quale affidabilità e fiducia offriva? Forse la conversione dal comunismo militante all'anticomunismo viscerale? Anche Bachmann, collega Forel, figurò ad un certo tempo sulle liste rosse o grigie, aspettando tre anni la promozione a sottoufficiale. È chiaro che se si continuerà a cercare il nemico da una parte, solo i tipi alla Bachmann avranno accesso ai servizi segreti. Bisogna cambiare la mentalità, «die neue Demokratie» di cui parlava il collega Gerwig, non solo il compito, lo statuto e l'organizzazione del servizio d'informazioni. Cito un libro che tutti voi conoscete alla pagina 162: «Il nostro vivo desiderio di potenziare la difesa spirituale del paese non deve farci cadere nell'errore dell'estremismo politico.» Sono le parole di un certo Albert Bachmann, autore ed editore di uno sfortunato best-seller, il libro rosso, ma solo per il colore della copertina. Ah, signor Consigliere federale, se i suoi predecessori si fossero dati la briga di leggere il libro di difesa civile e non soltanto di pagare i diritti d'autore, dicono 300 000 franchi, e le spese d'edizione, dicono 4,5 milioni... Avrebbero letto a pagina 232, che «i mezzi del nemico per indebolire la nostra resistenza sono la propaganda clandestina, le notizie tendenziose e le barzellette».

Ecco, la barzelletta del signor Bachmann, posto a capo dei servizi segreti nonostante il suo stato di servizio, indebolisce la nostra resistenza più delle marce della pace degli obiettori di coscienza. La barzelletta è più pericolosa del sensazionalismo dei giornali poiché, cari colleghi Nebiker, Muff, Schalcher e Bremi, attenti dal rendere ancora una volta la stampa, la radio e la televisione, colpevoli dei fatti e dei misfatti che avvengono qui. Se il Consiglio federale, che pretende di non saper nulla del bunker sull'ultima spiaggia irlandese, il famoso hotel ignoto, collega Delamuraz, se il Consiglio federale avesse letto a pagina 280 del famoso libro, avrebbe scoperto l'intenzione del colonnello Bachmann: «Nella città straniera si salva il governo in esilio, e il microfono della libera Svizzera.» Dunque, anche la radio irlandese era prevista. Del resto, è stato detto, era un «guter Planer». L'altro fatto, che invita alla riflessione, così come ha fatto il collega Braunschweig, è la collisione ufficializzata, accettata, e non esclusa in futuro, tra servizi statali e servizi privati. Risuscitando e lavorando parzialmente per l'organizzazione Hausammann, anche se soltanto al 15 per cento, accettando finanziamenti privati, per lo meno per l'operazione irlandese, il meno Stato è stato portato nel cuore dello Stato. La mentalità, i servizi paralleli, le doppie funzioni, l'interferenza del privato nel pubblico, l'assenza di controllo politico, il gioco d'indiani e la voglia d'ironizzare per minimizzare pregiudicano il dispositivo di difesa forse più dei referendum sulle spese militari. E, allora, niente benserivito al signor Bachmann, non se ne faccia un eroe da film di spionaggio. Non se ne faccia l'unico tipo avventuroso di un popolo tranquillo. L'agente segreto, non quello dei film o dei libri polizieschi, il vero agente segreto è un cacciatore di notizie, un curioso professionista, un giornalista silenzioso, non è un eroe patriottico o patriottardo. Bachmann non si è dimostrato all'altezza della situazione, ha detto il capo inquirente, il collega Delamuraz, ma è la situazione che ha pregiudicato i servizi di sicurezza. La negligenza grave di cui viene accusato Bachmann deve essere imputata a chi o alle condizioni che gli hanno permesso d'agire. Gli errori, collega Widmer, non si possono recuperare, ma si può evitare perlomeno di ripetere i medesimi errori. Infine, contrariamente a quanto si legge nel rapporto, una soluzione soddisfacente tra i servizi segreti ufficiali e le organizzazioni private non può, ma deve, essere trovata, e l'unica soluzione soddisfacente è la separazione netta. Anche lei, colle-

ga Delamuraz, nel dibattito in commissione si era dichiarato «d'accord de remplacer dans le texte le «peut» par le «doit»». Non è soltanto una questione linguistica poiché non si può dare in appalto al miglior offerente la sicurezza nazionale e farne una specie di SA o di INSAI. Se, signor Consigliere federale, dall'analisi critica si passerà agli interventi operativi riparatori avrà, avrete anche l'appoggio dei socialisti, che sono cittadini-soldati, come tutti, e forse più del colonnello Bachmann.

Auer: Sie kennen den Bericht: gut, ausführlich, nüchtern, aufklärend, konstruktiv.

Was aber schrieb zuvor ein Teil der Presse? Und was wurde hier behauptet? Ich zitiere: «Brisante Enthüllungen», «Die Sache wird immer dubioser!», «Das Drama des Nachrichtendienstes», «EMD-Skandal», «EMD-Mafia», «Nachrichtendienst-Skandal», «Bundesrat Chevallaz fand ein Skelett im Schrank», «Renitente zwielichtige Beamte», «Unbekannte Hintermänner», «Die Leute haben Furcht vor Repressalien», «Ein Skandal der Sonderklasse!», «Das Geschwür muss ausgestochen werden».

Dazu kamen Verdächtigungen, Mutmassungen, Behauptungen, Gerüchte, Kolportagen. Einer unserer Kollegen hat mit seiner diesbezüglichen Betriebsamkeit erreicht, dass wir im «Blick» – nebst Clay Regazzoni, Kurt Felix und seiner Paola, Prinz Charles und seiner Diana Spencer, Mäni Weber, Hormonkälbern, Ursula Un-dress und Jack the Ripper – auch immer wieder den Namen unseres lieben Alfons Müller lesen konnten. (Heiterkeit)

Im Gegensatz zu einem meiner Vorredner bin ich nicht der Meinung, Herr Müller habe voll Recht bekommen: Ein grosser Teil seiner Verdächtigungen bleiben bloss Verdächtigungen. Wesentlich Neues, Ueberraschendes, Sensationelles brachte der Bericht der Untersuchungskommission nicht.

Herr Müller musste wissen – aufgrund seiner früheren Einsichten und früheren Berichte –, dass sein Gewährsmann L. alles andere als ein Mann der Gewähr ist. L. ist seit Jahren «ein geradezu manischer Bachmann-Gegner», wie selbst die «Weltwoche» (24. September 1980) schrieb. L. hatte schon 1976 nicht nur Bachmann, sondern auch einen anderen höheren Offizier – nicht Jeanmaire – als Doppelagenten bezeichnet und Behauptungen aufgestellt, die – wer nur etwas von Menschenkenntnis versteht – leicht als dubios, um es höflich zu sagen, erkannt werden mussten.

Herr Müller, Sie haben in einem Ihrer zahlreichen Interviews behauptet, die Angelegenheit Schilling habe «zu einem Totalschaden des schweizerischen Nachrichtendienstes geführt». Ich bitte Sie, einmal in einer stillen Stunde zu überlegen, ob – trotz all Ihrer Verdienste – möglicherweise nicht gewisse Ihrer Aktivitäten dem Nachrichtendienst mehr geschadet haben! Das freilich entschuldigt die von massgebenden Leuten des EMD begangenen Fehler nicht.

Weitere der früher geäusserten Verdächtigungen: Bachmann habe Gelder des Savak und aus Südafrika bezogen, auch Bankengelder. Wenn er mit einem Direktor einer Grossbank befreundet ist, dann ist der Nachrichtendienst bereits von dieser Grossbank finanziert worden, selbstverständlich nur zur Bekämpfung des Feindes im Innern... Und von da zur Achse Bachmann/Cincera war's ja nur ein kleiner Schritt. «Möglicherweise», schrieb eine Zeitung, «geht es um eine Affäre, die den Fall Jeanmaire glatt in den Schatten stellt». Der Eisberg habe «erst die Spitze gezeigt», schlussfolgerte eine andere.

Nun, der Bericht ist nützlich, auch wenn der Eisberg, an den früheren Anklagen gemessen, bloss eine Maus geboren hat. «Ein Fall Watergate nach helvetischem Zuschnitt», wie eine Bundesratspartei hatte verlauten lassen, ist es jedenfalls nicht. Die von einem meiner Vorredner gespielte Empörung ist jedenfalls nicht am Platze. Es wurden Fehler begangen: Es gab ungenügende Struktu-

ren, Pannen und persönliche Reibereien; es mangelte an Führung.

Allerdings, wenn wir Nachrichtendienst weiter betreiben wollen – und das müssen wir –, dann müssen wir auch aufhören, ihn derart in die Öffentlichkeit zu ziehen! Ein Nachrichtendienst, will er mehr erfahren, als ohnehin erfahren werden kann, muss illegal sein. Es ist im Staatsinteresse eine «legale Illegalität». Er muss Gesetze anderer Länder verletzen, in gleicher Weise wie die Spionage in unserem Land unsere Gesetze verletzt. Das ist der Zwiespalt, von dem Herr Braunschweig sprach, und der hier zu akzeptieren ist.

Der Nachrichtendienst kann deshalb auch nicht in gleicher Weise rechtlich, hierarchisch und demokratisch strukturiert sein wie andere staatliche Tätigkeiten. Weil er sich in Grau- und in Dunkelzonen bewegt, weil der Nachrichtenoffizier nicht wissen darf, was der andere, sein Kamerad, weiss und tut, kommt es in den Nachrichtendiensten auch immer wieder zu Eifersüchteleien, persönlichen Intrigen und Rivalitäten, zu bedauerlichen Merkwürdigkeiten, die man allerdings bei allen Nachrichtendiensten, auch im Ausland, feststellen kann.

Ein Nachrichtendienst muss aber auch mit dem Ausland zusammenarbeiten. Aber weil er dies tut – und weil er zu illegalen Handlungen von der Sache her verpflichtet ist –, ist die Verantwortung dem leitenden Offizier, aber nicht der Regierung zu überbürden. Unser Wehrminister hat die Qualität des Nachrichtendienstes zu überprüfen, was er meist nur im nachhinein tun kann, aber er hat nicht die Verantwortung für Einsätze und für unvermeidliche Pannen zu übernehmen. Mit Recht erklärte Bundesrat Gnägi, sein Name sei Hase, er wisse von nichts. Aber weil der Nachrichtenoffizier die Verantwortung allein zu tragen hat, muss er auch wissen, dass er bei einer Panne aus dem Dienst gezogen werden muss. Der Fall Bachmann/Schilling ist dafür geradezu ein klassisches Beispiel.

In unserem Milizsystem muss ein Nachrichtendienst auch mit sogenannten privaten Nachrichtendiensten zusammenarbeiten. Man wird wohl kaum jemandem heute einen Strick drehen, weil sich unsere Armee im Zweiten Weltkrieg auch vom Büro Hausammann, von Otto Pünter oder von Roessler informieren liess, wobei freilich Roessler von der «Roten Kapelle» eingesetzt war und diese bekanntlich von der Sowjetunion.

Von den Schlussfolgerungen der Kommission scheint mir die wichtigste, dass für den Nachrichtendienst nicht nur – oder primär – Berufsoffiziere eingesetzt werden, sondern auch Nichtmilitärs mit einem Sonderstatut. Damit könnten vermehrt gute Mitarbeiter gefunden werden, Mitarbeiter, die gebildet sind und Sachkenntnisse haben, begabt, initiativ, risikobereit, selbstlos und verschwiegen sind, die kombinieren, Vertrauen erwecken und Spreu vom Weizen unterscheiden können, die Fingerspitzengefühl haben und dem Staat gegenüber absolut loyal sind. Einen Nachrichtendienst kann man nicht verwalten und nicht reglementieren; kein begabter und kein einsatzfreudiger Offizier, Unteroffizier oder Soldat würde sonst mitmachen! In einem englischen Spionagebuch heisst es, der Nachrichtendienst sei ein derart schmutziges Geschäft, dass er nur von Gentlemen betrieben werden könne.

Ich hoffe, dass es vermehrt gelingt, solche Leute zu finden. Aber es ist bekannt, dass wegen des öffentlichen Klamauks bereits Milizoffiziere aus dem Nachrichtendienst ausgeschieden sind, weil sie eine der wichtigsten Voraussetzungen – oder die wichtigste – eines Nachrichtendienstes nicht mehr erfüllt sahen, nämlich seine Verschwiegenheit. Ein Nachrichtendienst kann nur arbeiten, wenn er geheim ist. Wer Nachrichtenquellen preisgibt, sorgt automatisch dafür, dass sie versiegen. Ein Nachrichtenmann muss sich auf die Verschwiegenheit seines Vorgesetzten – möglichst nur eines einzigen – verlassen können.

Insofern sind Bedenken gegenüber der weiteren Forderung der Kommission am Platze, die parlamentarische Aufsicht sei zu verstärken. Sie ist gewiss so zu verstärken,

dass sich die aufgezeigten Fehler tunlichst nicht wiederholen. Aber man kann und muss sich klar sein, dass die parlamentarische Kontrolle die Qualität der Nachrichtenbeschaffung nicht hebt. Sie verhindert vor allem auch keine Pannen. Ein Nachrichtendienst, der etwas taugen soll, entzieht sich der parlamentarischen Kontrolle, denn er lebt von der Verschwiegenheit. Jede Offenheit lähmt ihn. Ein guter Informant geht niemals das Risiko ein, für einen Nachrichtendienst mit offenen Büchern zu arbeiten.

Ein letztes – darf ich noch eine Minute haben? Ich habe zwei Sessionen kein einziges Mal gesprochen; jetzt hole ich etwas nach! (Heiterkeit) –: Ein Nachrichtenmann wird nur bekannt, wenn ihm eine Panne unterläuft. Ein guter Nachrichtenmann wird nicht bekannt. Viele von den Besten des Zweiten Weltkrieges stehen in keinen Annalen und haben ihre Geheimnisse mit ins Grab genommen. Man weiss nicht, wer Roessler aus dem OKW informierte; wir wissen nicht, wer auf deutscher Seite die Wiking-Linie von Major Waibel gespiesen hat. Weil einem guten Nachrichtenmann das Erfolgserlebnis weitgehend fehlt und seine Verdienste in keinem Jahresbericht gewürdigt werden können, müssen ihm seine Vorgesetzten mitunter auch danken, und er muss auch ausserhalb des normalen Weges rang- oder besoldungsmässig befördert werden können.

M. Riesen-Fribourg: Le rapport qui nous est soumis mérite non seulement notre attention, mais aussi notre considération. Celle-ci peut être bien entendu plus ou moins admirative.

Le groupe d'enquête et la Commission de gestion ont fait du bon travail, sérieux et minutieux, et dans une telle appréciation du rapport, on ne peut évidemment pas, comme le propose M. Forel, en prendre acte en le désapprouvant. Au contraire, je dirai que tout ce qui figure dans ce rapport mérite notre approbation. Les faits sont objectivement enregistrés, sans fard, les jugements sont sévères, mais soigneusement fondés. Enfin, les propositions qu'il contient méritent notre accord. Donc, encore une fois, nous pourrions sereinement approuver ce rapport dans son contenu.

Par contre, nous devons tout aussi sereinement désapprouver certains silences, désapprouver une pudeur qui n'est pas de mise dans cette affaire Bachmann. Pour être plus précis, je vous signale trois points au sujet desquels j'espère obtenir des précisions supplémentaires tout à l'heure de la part tant des rapporteurs que de M. le chef du Département militaire.

Premièrement, nous aimerions savoir comment les promotions successives de M. Bachmann furent possibles après qu'il eut écrit ce «chef-d'œuvre» qui était le petit livre de la protection civile. Cette œuvre maîtresse traduisait à l'envi la mentalité de son auteur. A ce moment-là déjà, on pouvait déceler avec certitude, sans être ni un psychologue ni un sociologue, que Bachmann était un esprit exalté, qu'il avait une image pour le moins faussée de notre pays et, enfin, qu'il était à la fois un très bon maccarthiste et un superbe Indien. Malgré ses tares caractérielles évidentes, on a fait du major Bachmann un lieutenant-colonel, puis un colonel, et pas un colonel ordinaire, un de ces pauvres commandants de régiment, mais le chef, le superchef de tous nos services de renseignements.

L'ascension de Bachmann dans la hiérarchie militaire fut foudroyante et un tel envol n'était pas possible sans de solides protections. Et alors, qui a protégé Bachmann? Nous avons le droit de le savoir. S'agit-il de l'ancien chef du Département militaire ou du chef de l'état-major général alors en fonction, ou encore d'autres personnes ou organes? Ces protecteurs, nous avons le droit de les connaître.

J'en viens ensuite à l'affaire de l'hôtel en Irlande, ce fameux point de chute du Conseil fédéral. Le rapport

précise que les supérieurs du colonel Bachmann avaient souscrit au principe d'un point de chute à l'étranger pour le Conseil fédéral. Alors, encore une fois, quels sont ces supérieurs qui ont approuvé, même si ce n'était qu'en principe, une décision dont la portée politique est énorme? Car prévoir dès maintenant l'émigration du Conseil fédéral, c'est faire preuve d'un défaitisme dangereux pour la volonté de défense de notre peuple. Quels sont donc ces supérieurs qui ont pris des responsabilités qui ne leur appartenaient pas, mais qui devaient être portées par le pouvoir politique? Cela, le rapport ne nous le dit pas, comme il ne nous dit pas à quel point le Conseil fédéral lui-même était informé de l'existence de sa future résidence secondaire irlandaise.

Troisième point, le rapport nous apprend que le groupe d'enquête a dû diriger ses investigations sur deux points particuliers:

a. Savoir si l'affaire Schilling avait été organisée par des tiers pour faire chuter Bachmann;

b. Savoir si Bachmann était un agent double, donc s'il était au service d'une ou de plusieurs autres puissances, en plus des fonctions qu'il exerçait à titre de chef des services de sécurité suisses. Le seul fait que le groupe ait dû enquêter sur ces deux points démontre à quel point nos services de renseignements étaient tombés bas. Peut-on chuter dans un abîme plus profond? Il est effarant de devoir enquêter pour lever de tels soupçons. Comment peut-on douter de la moralité du chef de nos services de renseignements, surtout si ce chef avait préalablement reçu des compétences inhabituelles, voire excessives? Cet octroi de compétences n'aurait-il pas dû être l'expression d'une confiance absolue dont la justification devait être solide et à une vertigineuse distance de pareils soupçons? Et il en va de même de l'éventualité d'un traquenard organisé pour provoquer la chute de Bachmann consécutivement à l'affaire Schilling. Dans quelle situation aberrante, encore une fois, se trouvaient nos services de renseignements pour que de tels soupçons puissent être formulés? D'où ma troisième et dernière question: comment la situation dans les services de renseignements a-t-elle pu se dégrader à un tel point et qui porte de nouveau la responsabilité de cette dégradation? J'attends avec curiosité les réponses à ces questions.

Hubacher: Es scheint, dass die Diskussion über den guten Bericht der GPK offenbar da und dort Nervosität ausgelöst hat. Herr Auer hat vorhin erklärt, dass Herr Müller-Marzohl eigentlich im grossen und ganzen nur Verdächtigungen ausgesprochen habe und dass es Verdächtigungen geblieben seien. Er hat dann auch noch gesagt, der Eisberg habe eine Maus geboren. Das letzte Mal hat sein Fraktionskollege Muff von einem toten Hasen gesprochen. Ich würde den Freisinnigen anraten, sich zu einigen, ob es sich um einen Hasen oder um eine Maus handelt und ob sie leben oder ob sie schon tot sind.

Wir sollten – ohne Rücksicht auf Parteigrenzen – anerkennen, dass Herr Müller-Marzohl aus redlichen Gründen ein Problem zur Diskussion gestellt hat und dass sich das als richtig und nötig erwies. Die zweite Untersuchung unter dem Präsidium von Herrn Delamuraz war nötig, es gibt keinen Grund, jetzt im Nachhinein dem Antragsteller einen Vorwurf zu machen.

Schon etwas mehr Mühe habe ich mit dem Vorwurf von Herrn Muff an Kollege Gerwig, mit der bössartigen Feststellung, hier habe ein Totengräber an unserer Landesverteidigung gesprochen. Solch schwerwiegende Vorwürfe kann man nicht mehr übertreffen; miserabler und verächtlicher als ein Totengräber an seiner eigenen Landesverteidigung könnte man überhaupt nicht mehr sein – Herr Muff, ich bitte, solche Vorwürfe doch etwas verantwortungsbewusster zu plazieren. Ich hoffe auch, dass Sie das schon bereuen oder zumindest bitte ich Sie, mit Oliver Cromwell zu überlegen, der einmal gesagt hat: «Ich flehe Sie an,

wenigstens in Betracht zu ziehen, dass Sie sich irren können.»

Nun zur Sache: Der Bericht der GPK hat ja viele Fragen aufgeworfen. Eine Frage, die sich meiner Meinung nach stellt und die eigentlich auch von Herrn Bundesrat Chevallaz beantwortet werden sollte: Wie wirkt sich das Nichtfunktionieren eines Dienstes, im vorliegenden Fall des Nachrichtendienstes, auf die Bereitschaft, auf die Kriegsbereitschaft und die Funktionsfähigkeit der Armee aus? Man kann das formulieren wie man will, zurückhaltender oder etwas aggressiver, aber das Ergebnis ist wahrscheinlich das gleiche! Dieser Nachrichtendienst hat nicht funktioniert und wird heute kaum schon funktionieren; deshalb ist doch eine sehr beträchtliche Schwachstelle in diesem Geflecht der Verteidigungsmassnahmen vorhanden.

Ich weiss nicht, wie viele von Ihnen vor etwa zwei Wochen die Fernsehsendung mit dem Interview aus Irland mit Herrn Bachmann, Oberst a. D., mitangesehen haben. Wenn man diese Figur betrachtet, dann kommt man zum Staunen nicht heraus, weshalb ein solcher Mann überhaupt eine derartige Karriere – mit einer derartigen dreifachen Verantwortung – gemacht haben kann. Am nächsten Tag, im Zug von Basel nach Bern, haben einige Geschäftsleute diese Präsentation qualifiziert: von Operettenfigur bis zum Exzentriker, der modische Allüren mit etwas Angeberei verbinde, aber alles andere als einen verschwiegenen, wie Herr Auer ja richtig gesagt hat, Nachrichtenmann präsentierte. Bis zur Feststellung: «Ich wundere mich, dass dieser Bachmann überhaupt Feldweibel geworden ist, er ist eine Beleidigung für jeden Offizier», waren alle Beurteilungskriterien vorhanden. Ich meine, da gibt es nun eben Verantwortliche; sie sind im Bericht für diese Beförderungen zum Teil genannt worden. Die GPK verdient dafür auch keinen Vorwurf, sie hat Namen genannt. Wir im Parlament – glaube ich – müssen uns auch daran gewöhnen, dass eben nicht jeder, der sich stramm patriotisch gibt und der nun, weil er Kommunist war, jeden Tag seinen Antikommunismus beweisen muss und mit seiner Zivilverteidigungsbibel sehr viel Geld verdient hat, mit dieser ganzen Masche, dann eben auch ein guter Patriot ist. Auch nicht jeder, der kritisch eingestellt ist, ist dann eben ein schlechter Patriot.

Bachmann ist das Produkt einer Politik. Er hat in das Mass gepasst; er war einer, der links alles als verdächtig betrachtet hat. Er hat das ja geschrieben im Buch «Die Linken», und das geht sehr weit bis zum Liberalen, bis zum Christen; das sind die Verdächtigen. Und «Bachmänner» – hat man gemeint – kann man brauchen im Nachrichtendienst. Jetzt hat man natürlich die Quittung dafür bekommen.

Eine andere Frage: Der Bericht der GPK hat nach meiner Auffassung – ich war nicht in dieser Arbeitsgruppe – das Optimum herausgeholt. Mehr kann man wahrscheinlich heute öffentlich über diesen Dienst nicht ausbreiten. Aber es muss auch gesagt sein: die Spurenverwischerei, wenn auch nichts geklappt hat in diesem Nachrichtendienst, die Spurenverwischerei hat geklappt. Es wäre interessant zu wissen, wie viele Wohnungen nach dem Auffliegen des Falls Schilling untersucht, geräumt und wie viele Zentner Akten abgeschleppt und verbrannt worden sind. Das passierte auch. Die Spuren sind verwischt worden, Sie könnten jetzt Untersuchungskommissionen noch und noch beschliessen, gewisse Dinge kommen nicht mehr aus. Ich meine daher, dass wir wahrscheinlich nur noch gewisse Schlussfolgerungen für die Zukunft ziehen können.

Da wäre es sehr nützlich, wenn der Vorsteher des Departementes in dieser Beziehung einiges, das uns optimistischer stimmen könnte, berichten würde. Vor allem möchte ich ihn bitten, nicht so zu verfahren, wie das bei der letzten Debatte der Fall war. Beim Antrag Müller/Gerwig haben Sie, Herr Bundesrat Chevallaz, substantiell relativ wenig berichtet, und eine Woche später haben Sie

dann im Interview in der «Weltwoche» relativ viel ausgesagt. Ich meine, das Parlament hat Anspruch auf Erstinformationen. Ich möchte Sie bitten, falls Sie wieder Ueberraschungen, wenn es auch positive wären (um so besser), auf Lager haben, berichten Sie sie bitte hier und nicht eine Woche später in der Presse.

Zum Schluss: Der Vorwurf an die Presse – er ist öfters dargelegt worden – scheint mir unberechtigt zu sein. Die Presse hat eine Funktion wahrgenommen, eine Schwachstelle, die offensichtlich ist, entsprechend dargestellt. Aber im grossen und ganzen hat die Presse ein Kompliment verdient, weil sie nämlich sehr verantwortungsbewusst über diese Angelegenheit Bachmann berichtet hat, jedenfalls sehr viel verantwortungsbewusster als Herr Bachmann als ehemaliger Chef es tut in seinen Interviews, die fast jede Woche von Ost nach West durch die gesamte Weltpresse rauschen. Ich meine, auch hier sollten wir nicht die Falschen anklagen.

Oehen: Ich habe den Bericht der GPK aufmerksam studiert. Ich bin beeindruckt von der gründlichen und aufwendigen Arbeit, die unsere Kolleginnen und Kollegen der Kommission geleistet haben. Insbesondere möchte ich den Herren Schalcher und Zbinden für ihren Sondereinsatz danken. Der geschickte Bericht verdient aber auch einen speziellen Dank an den Kommissionssekretär, Herrn Mastronardi.

Mit unserer heutigen Diskussion ist das Wichtigste an Sachlichem hier mehrfach dargelegt worden. Ich meine, dass damit die aufgeworfenen Probleme aus dem Fall Bachmann für uns hier im Parlament abgeschlossen sein dürften. Wenn Herr Bachmann Fehler gemacht hat, so ist immerhin festzustellen, dass nur jene keine Fehler machen, die nichts tun. Der überaktive Herr Bachmann, der in eine Stellung befördert wurde, wo er durch seine Persönlichkeitsstruktur zum Problem werden musste, scheint mir durch die bisherigen Entwicklungen für seine beruflichen Fehlleistungen genügend bestraft zu sein.

Ich möchte auch hier den Presseleuten und insbesondere Herrn Keiser empfehlen, auf das nun ausgelotete Thema zu verzichten und sich anderen Jagdgründen zuzuwenden. Sonst kommt doch wohl der unvermeidliche Eindruck auf, es gehe keineswegs um die Klarlegung eines staatspolitischen Problems, um Sauberkeit in der Verwaltung, als vielmehr um die Befriedigung höchst durchsichtiger Prestige- oder anderer Gelüste. Die gleiche Empfehlung möchte ich übrigens auch unserem Herrn Kollega Müller auf den Weg geben.

Nun gestatten Sie mir ein Wort zum Votum von Herrn Kollega Gerwig. Ich mache nun auch Vorbemerkungen. Eine erste Vorbemerkung: Ich habe mich gefragt, wie dieses Parlament reagiert hätte, wenn ein Aussenseiter, wenn zum Beispiel ein gewisser Oehen an diesem Pult eine derartige Tirade losgelassen hätte, wie sie Herr Gerwig hier demonstriert hat. Es hätte nach meiner Erfahrung gepfiffen, gestampft und protestiert, und es hätte Recht gehabt. Aber weil Sie es waren, Herr Gerwig, der Sprecher einer grossen Fraktion, einer Regierungspartei, der – wie ich annehmen möchte – seinen persönlichen Abneigungen freien Lauf liess, hat es stillschweigend zugehört. Auch hier wäre die Frage nach dem Demokratieverständnis zu stellen. Aber eben, wenn zwei dasselbe tun, ist das nicht dasselbe.

Zweite Vorbemerkung: Sie haben hier unter dem Schutz der parlamentarischen Immunität in einer Art und Weise über Mitbürger geurteilt, die ich als skandalös bezeichnen möchte. Sie haben meines Erachtens damit der Sache und dem Ansehen unseres Parlamentes einen schlechten Dienst erwiesen.

Dritte Vorbemerkung: Mit Ihrer hier dokumentierten Haltung gegenüber dem EMD, Ihrer Forderung nach Gesinnungsdefinition für Nachrichtenleute, was ja im Endeffekt dann auf die von Ihnen zu Recht so sehr bekämpfte Gesinnungsschnüffelei hinauslaufen wird, sind Sie für mich in verschiedener Hinsicht unglaublich geworden.

Nun noch zur UNA: Es ist uns doch wohl allen klar, dass wir dafür sorgen müssen, dass diese Dienststelle wieder effektiv arbeiten kann. Befolgen wir deshalb die Empfehlungen unserer Kommission; sie sind wohlbegründet. Die Anträge der Herren Hubacher, Forel und Müller sind abzulehnen. Sie schaden der Sache mehr als sie nützen. Es ist höchste Zeit, wieder für die nötige Ruhe in der UNA zu sorgen, damit eine sinnvolle Arbeit geleistet werden kann.

M. Grobet: Il faut féliciter le groupe de travail de la Commission de gestion pour son rapport, et surtout pour l'important travail qu'il a accompli pour s'efforcer d'établir les faits, assez complexes, de cette malencontreuse affaire Bachmann. Il faut le remercier d'avoir examiné les choses à fond et de n'avoir pas craint de rendre publiques les erreurs commises et certaines des aberrations du colonel Bachmann, comme la création d'un refuge en Irlande pour le Conseil fédéral, aberration qui aurait dû toutefois ouvrir les yeux du Conseil fédéral sur les aptitudes, plus précisément sur le manque d'aptitudes de ce responsable de nos services de renseignements.

On doit du reste, de manière générale, s'étonner que le Conseil fédéral n'ait pas examiné de plus près les activités d'un service aussi important que celui des renseignements. Il convient tout de même de rappeler – c'est le groupe de travail qui le dit lui-même à la page 16 de son rapport – que «l'hôtel acquis en Irlande constitue le seul exemple», je le veux bien, mais enfin un exemple quand même, «de l'utilisation des deniers publics dans des organisations de renseignements privées». Par voie de conséquence, si des deniers publics ont été utilisés dans cette affaire, il paraît inconcevable que le chef du Département militaire n'ait pas été au courant de ce projet en Irlande. Vous haussez les épaules, Monsieur Chevallaz; du reste vous n'étiez pas responsable, à l'époque, du Département militaire, mais je considère, quant à moi, qu'il y a une responsabilité politique de la part du chef du département de savoir à quoi sont utilisés les crédits attribués à son département. De surcroît, ce chef de département a le devoir de surveiller des services qui ont des activités aussi délicates que celles du service de renseignements, et il est hors de question de simplement s'en remettre à ceux auxquels on a délégué cette tâche.

Pour en revenir au rapport, si je m'en félicite, il n'en demeure pas moins qu'il contient un certain nombre de considérations auxquelles, personnellement, je ne peux pas souscrire. Si la nécessité d'un service de contre-espionnage, destiné à lutter contre les espions sévissant dans notre pays, est indiscutable, le rôle du service de renseignements, en temps de paix, me paraît par contre très discutable. En effet, le rapport a l'air de considérer que ce service de renseignements doit non seulement mettre sur pied un réseau d'informateurs à l'étranger, ce qui est encore admissible, mais il a surtout l'air d'admettre que l'on mette ces agents «à l'épreuve du feu», si je puis m'exprimer de cette façon. A la page 11 du rapport, on lit ce qui suit: «L'acquisition de renseignements par le service particulier comporte des dangers considérables pour les agents, puisqu'ils doivent, au besoin, violer le droit de pays étrangers et s'accommoder des conséquences. Cette activité n'est donc pas facile à exercer, elle est pourtant indispensable pour prévenir à temps les autorités lorsque la menace se fait aiguë.» Et pourtant à la page 17, ne lit-on pas, en relation avec la mission confiée à M. Schilling, que cette mission, selon le groupe de travail, «était en tout cas inadmissible, peu importe qu'elle ait eu pour but de permettre l'acquisition de renseignements ou d'instruire l'intéressé». Il y a donc là, à mon avis, une contradiction dans le rapport du groupe de travail qui, d'une part, considère à juste titre que la mission confiée à M. Schilling était inadmissible, et qui par contre, à la page 11, dans le cadre de considérations générales, admet qu'il faut, quitte à violer le droit de pays étrangers en s'accommodant des

conséquences – j'aime bien ce qualificatif – se procurer des renseignements en dépit des dangers que ce genre de mission comporte. C'est la raison pour laquelle l'affirmation qui figure dans le communiqué de presse, selon laquelle la répétition d'un incident semblable à celui de l'affaire Schilling n'est guère à craindre, ne me laisse pas aussi optimiste que le groupe de travail voudrait le faire croire.

Face à de pareilles considérations quant au rôle que doit jouer un service de renseignements, il ne faudra pas s'étonner si de nouvelles missions Schilling sont imaginées, avec les conséquences très néfastes que de telles affaires peuvent avoir pour notre pays qui s'affirme comme un Etat neutre.

Il m'apparaît par ailleurs difficile, pour ne pas dire hypocrite, de dénoncer, comme le fait le Conseil fédéral, certaines activités d'espionnage en Suisse si, en définitive, nous faisons exactement la même chose. Il y a là une double moralité, propre il est vrai à nos mœurs politiques, mais qui n'est pas admissible. Il va sans dire que nous devons, sans prêter nous-mêmes le flanc à la critique, combattre les activités d'espionnage en Suisse, et toutes les activités. Le Conseil fédéral s'est plu, ces derniers temps, à dénoncer les activités condamnables des agents de l'Est dans notre pays. Par contre, il se montre d'une singulière passivité à l'égard des agents des pays de l'Ouest, et particulièrement des Etats-Unis, comme de certains pays totalitaires de droite qui poursuivent leurs activités en Suisse, notamment la République sud-africaine.

Les services de police de notre pays savent pourtant que, dans la pléthore des pseudo-diplomates américains, il y a autant d'agents de la CIA que d'agents du KGB dans les pseudo-diplomates soviétiques.

Si je rappelle ces faits, que certains s'efforcent de taire, c'est parce que le rapport formule des considérations qui me laissent penser que nos services de renseignements, comme certains cercles de l'armée, considèrent que des liens doivent être établis avec un bloc, celui de l'OTAN, plutôt qu'avec un autre, cela au mépris du respect de notre neutralité. C'est ainsi qu'on lit, à la page 6 du rapport, ce qui suit: «Malgré tous les efforts, la Suisse, en tant que petit Etat, aura toujours, dans une certaine mesure, besoin de la collaboration des services amis de l'étranger.» Quels sont ces services amis de l'étranger, ces services de renseignements avec lesquels travaille le nôtre? On aimerait croire que ce sont les services de renseignements des pays neutres, tels que l'Autriche, la Suède et la Finlande, peut-être l'Irlande puisqu'on a voulu y construire cet hôtel pour héberger notre Conseil fédéral. Mais, j'apparaîtrais bien naïf en tenant de tels propos, et l'allusion aux pays amis est manifestement dirigée vers d'autres pays avec lesquels notre service de renseignements ne devrait pas avoir de relations. On sait du reste, dans le passé, quels ont été certains des scandales auxquels de telles relations ont conduit.

Deux problèmes encore en ce qui concerne le rôle du colonel Bachmann et de la collaboration avec des services amis étrangers. On a dit, à la page 15 du rapport, qu'il existait un projet de collaborer avec un centre d'instruction pour l'information anticommuniste financé par des fonds provenant de pays tiers. Ce projet n'a pas vu le jour, indique-t-on dans le rapport, on peut s'en féliciter, mais là également on doit s'étonner qu'une telle collaboration ait été envisagée, et on doit surtout s'étonner qu'une telle collaboration n'ait pas été soumise au chef du département. On relève du reste que l'organisation Hausammann, qui reste toujours en place, est financée uniquement par des fonds privés; là également, on aimerait savoir quelle est la source de ces fonds privés.

Enfin, dernier problème, et celui qui me paraît le plus choquant dans cette affaire: on indique au début du rapport – et on le sait du reste par la presse – que M. Schilling fait l'objet d'une enquête pénale militaire pour violation de

secret pénal militaire. Par voie de conséquence, il est passible des tribunaux militaires de notre pays, alors que le groupe de travail de la Commission de gestion considère que le colonel Bachmann lui, ne peut pas être passible de poursuites pénales pour avoir délégué Schilling à l'étranger. Je m'étonne de cette considération du groupe de travail de la commission de gestion, et je m'étonne, comme M. Riesen, de la bienveillance dont le colonel Bachmann bénéficie. J'aimerais quand même rappeler au représentant du groupe de travail de la Commission de gestion qu'il y a certaines dispositions pénales de notre code pénal militaire – puisqu'il s'agit d'abord de celui-ci – mais aussi du code pénal ordinaire, qui m'apparaissent manifestement s'appliquer au cas d'espèce. Il y a d'abord l'article 18 du code pénal militaire qui parle de l'ordre donné par un supérieur à son subordonné, et qui rend le supérieur responsable de cet ordre. Il y a l'article 22 du code pénal militaire qui, au même titre que la disposition parallèle du code pénal ordinaire (l'art. 24 CPS), s'applique à l'instigateur, et prévoit même que l'instigateur est punissable en lieu et place de l'auteur matériel, qui était en l'espèce M. Schilling. Enfin, on pourrait citer d'autres dispositions du code pénal militaire, comme par exemple l'article 66, l'abus du pouvoir de donner des ordres; l'article 299, violation de la souveraineté territoriale étrangère, et l'article 312, abus d'autorité.

Je rappelle en guise de conclusion qu'en droit suisse, l'instigateur, le co-auteur et le complice sont punissables. Par voie de conséquence, dans la mesure où une procédure pénale a été ouverte – je dirais contre le «lampiste» qu'était M. Schilling –, je considère comme inadmissible le fait que celui qui est reconnu unanimement par le groupe de travail comme le responsable premier de cette affaire puisse passer à côté de la justice pénale.

Günter: Ich möchte relativ kurz versuchen, ein neues Element noch in die Diskussion und den sonst ausgezeichneten Bericht der Kommission zu bringen.

1960 wurde Bachmann als Hauptmann einer Berner Oberländer Kompanie ernannt – das ist mein Wohnort –, und ich hatte infolgedessen Gelegenheit, die Gelegenheit gesucht, mit einigen Leuten zu sprechen, die Herrn Bachmann in dieser Zeit erlebt haben, und ich habe versucht, ein Bild dieses Mannes um 1960 zu formen. Das Bild, das sich dabei gezeigt hat, war genau das Bild, das wir heute sehen. Ich möchte Ihnen das an vier kleinen Beispielen, die an und für sich belanglos sind, aber eben den Charakter von Herrn Bachmann zeigen, erläutern.

Seinen Einstand gab Herr Bachmann an einem Stabsrapport auf dem Schilthorn. Bis dahin hatten sich die Offiziere dort selbst verpflegt. Herr Bachmann hat zwei Leutnants dazu verknurrt, eine 30-Liter-Teekanne auf diesen Berg hinaufzuschleppen, und zwar über einen Weg, der sehr direkt und gefährlich war, von dem ihm einheimische Bergführer abgeraten hatten, nur um etwas eher oben zu sein. Der Zweck des Ganzen: Herr Bachmann konnte dann oben auf dem Berg Herrn Oberst Käch grossartig warmen Tee offerieren. Das war bis dahin noch nie passiert und hat ihm damit Punkte eingetragen. Das kleine Beispiel zeigt einen Charakterzug von Bachmann, der offenbar schon damals stark vorhanden war: andere zu benutzen, um selbst etwas zu erreichen; Kollegen als Steigbügelhalter zu benutzen.

Zweites Beispiel: In einem Manöver in der Innerschweiz hatten Feldweibel für ihn privat Ledischiffe zu organisieren, um seine Truppen von Brunnen nach Flüelen zu bringen. Als sie endlich mit den Ledischiffen zurückkamen zum vereinbarten Ort, war niemand mehr da. Herr Bachmann hatte unterdessen anders disponiert; die Feldweibel durften das aus eigenem Sack berappen. Hier sehen wir wieder typische Eigenschaften: Improvisationen, Beanspruchung anderer, sprunghafte Entschlüsse, und andere zahlen dann für diese sprunghaften Entschlüsse. Es wird ein Privatkrieg organisiert – ich muss sagen, dass ich die-

se Interviews 1979 durchgeführt habe, also nicht erst kürzlich –, und Bachmann macht offenbar meistens was er will. Bei dieser Gelegenheit soll erwähnt werden, dass er einen Offizier als «volksnahe» qualifiziert hat, und zwar als negative Qualifikation.

Das dritte Beispiel: In Rüschegg werden Befehle zwischen Mittagessen und Dessert gegeben. Herr Bachmann beschliesst, dass man schießt. Er muss zwar weg an diesem Nachmittag; die Schiessscheiben müssen noch in Thun geholt werden. Das Resultat: Man macht überhaupt nichts. Es erscheint Korpskommandant Züblin und wundert sich darüber, dass die Truppe ruht. Jedermann erwartet einen Rüffel für Bachmann. Herr Bachmann kommt am Abend zurück. Er telefoniert nach Bern; es passiert gar nichts. Auch das ist typisch. Herr Bachmann hat offenbar Protektion. Wenn er nach Bern anruft, ist jeweils die Sache nachher wieder in Ordnung.

Der zweite interessante Punkt hier: Herr Bachmann ist offenbar grossartig im Organisieren auf dem Papier. Er soll ein hervorragender Graphiker gewesen sein. Auf dem Papier hat der Bluff jeweils ausgezeichnet funktioniert. In der Realität hat dann davon kaum etwas gut funktioniert. Aber es scheint mir – hier komme ich nun zur grundlegenden Kritik, die oftmals schon anderswo geäussert wurde –, dass in unserer Armee die Qualifikationen für Beförderungen häufig nach dem Papierausstoss des Betreffenden erfolgen und nicht nach dem, was er dann tatsächlich tut.

Das letzte Beispiel, das auch ganz typisch ist: Herr Bachmann schickt den Mot Of von Rüschegg nach Thun, um sich dort ein goldenes Jass mit Lederetui zu kaufen, weil er eben die typische Pose des Grandseigneurs hat (wie wir es eben wieder am Fernsehen erleben durften). Es zeigt sich auch, dass er beim Saufen jeweils mit dabei gewesen ist. Wenn es aber ums Zahlen ging, war er häufig müde und vergass es dann. Es ist auch typisch, dass er vergessen hat, den Jass, der in seinem Auftrag in Thun geholt werden musste, zu bezahlen.

Der langen Rede kurzer Sinn: Es zeigt sich immer wieder das gleiche Bild. 1960 hatte Bachmann in dieser Truppe keine Freunde gehabt. Alle haben ihn gleich qualifiziert.

Ich frage mich nun: Wie konnte ein solcher Mann in unserer Armee Karriere machen? Wie kommt es zu dieser Beförderungsspanne? Das ist ein Problem, das mit der UNA nichts zu tun hat. Ich wäre froh, wenn man das Problem auf etwas allgemeinerer Ebene diskutieren würde, denn zu den zahlreichen Beförderungsspannen liessen sich etwelche Stichworte nennen. Es ist nicht die einzige Panne, wohl ist es aber wieder einmal eine typische. Ich wäre froh, wenn der Bundesrat zusichern könnte, dass man vor allem hier darnach trachten möchte, dass fähigere und charakterlich befähigtere Leute für Posten in der Armee, im EMD endlich die Chance haben, befördert zu werden. Wenn man die Beförderungspraxis der letzten vier bis fünf Jahre ansieht, fragt man sich nämlich besorgt, ob der Fehler nicht etwa statt bei den Einzelfällen im System liegt. In diesem Fall müssten wir uns gründlich überlegen, wie man rasche Abhilfe schaffen kann.

Blocher: Scheinbar ist im EMD ein Unglücksfall passiert; in der UNA. Und wie es bei all solchen Unglücksfällen stets der Fall ist, schießen aus dem Boden – wie Pilze – Leute, die früher alles schon gewusst haben und alles besser wussten. Heute weiss jeder Parlamentarier, und auch viele Leute in der Presse und im Schweizer Volk wissen, wie man selbstverständlich einen Nachrichtendienst nicht hätte organisieren dürfen. Für jeden ist es selbstverständlich, dass man es nur so und nicht anders hätte machen dürfen.

Da werden jetzt Leute – von Herrn Gerwig beispielsweise – als uneigennützig und nur in allen Dingen sich unterordnend dargestellt. Wenn man den Bericht liest, hat man von diesen Leuten einen eher etwas zwiespältigen Eindruck. Andere sagen, das seien Intriganten. Es wird wahrschein-

lich von allem etwas wahr sein. Es liegen meines Erachtens zu Recht gewisse Bedenken auch gegenüber dem Untersuchungsbericht vor. Für mich ist es auch nicht begreiflich, dass die Vorgesetzten des Chefs der UNA damals nicht angehört worden sind und dass dort ein ganz anderes Urteil über diese Leute gefällt wird.

Ich gehe nicht auf diese Dinge ein, und ich bin auch der Auffassung, dass wir nicht auf diese Dinge eingehen sollten. Warum? Wenn wirklich diese Selbstlosigkeit, Herr Gerwig, bei Ihren Leuten vorhanden ist, wenn Herr Müller-Marzohl – was ich annehme – nur im Interesse der Sache gehandelt hat, wenn Herr Bachmann sich für unser Land eingesetzt hat, dann müssen wir erwarten, dass all diesen Leuten, denen wahrscheinlich Unrecht geschehen ist – das ist ja gar nicht anders möglich (von irgendeiner Seite ist sicher einmal etwas «Wüstes» gesagt worden) –, nun das Überwinden und Tragen dieser Verletzungen zugemutet werden kann. Das gilt auch für Herrn Divisionär Weidenmann. Auch ich bin überzeugt, dass ihm viel Unrecht geschehen ist. Als Offizier muss er wissen, dass er dieses Unrecht tragen muss im Interesse des Nachrichtendienstes. Ich bin der Auffassung, dass der Nachrichtendienst eine so wichtige Sache ist, dass alle Betroffenen die Nachteile jetzt zu tragen haben.

Deshalb haben wir in unserer Fraktion beschlossen – wir werden uns auch daran halten –, jetzt nicht noch zu sagen: hier und dort ist auch noch etwas Unrechtes passiert. Ich bin der Meinung, dass der Antrag Hubacher und auch der Antrag, eine parlamentarische Kontrolle einzuführen, dazu führen wird, dass man den privaten Nachrichtendienst verstärken muss, weil der staatliche Nachrichtendienst nicht mehr funktionieren kann. Das haben wir schon einmal in ähnlicher Form gehabt. Im Zweiten Weltkrieg ist auch der private Nachrichtendienst aufgebaut worden, weil man glaubte, dass der Nachrichtendienst des Bundes nicht funktionieren könne unter dieser Aufsicht und unter all diesen Augen. Darum bin ich der Auffassung, dass wir diese beiden Anträge ablehnen sollten. Wir sollten in unserem Staate einen gut funktionierenden Nachrichtendienst haben. Ich nehme es auch nicht so tragisch, wenn einige Offiziere wegen der misslichen Situation in diesem Nachrichtendienst jetzt nicht mehr mitmachen wollen. Ich weiss nicht, ob diese dann für den Nachrichtendienst überhaupt geeignet wären, wenn es ernst gelten würde und sie noch viel schwierigere Situationen ertragen müssten.

Wir sind der Auffassung, dass man die Sache jetzt so erledigen sollte und dass diejenigen, die Unrecht bekommen haben, dieses Unrecht im Dienste der Sache zu tragen haben.

Früh: Ich wollte zu dieser Sache eigentlich nicht sprechen, obwohl ich der Geschäftsprüfungskommission angehöre, aber das Votum von Herrn Hubacher hat mich nach vorne gelockt.

Was sich Herr Hubacher vorhin in Sachen Persönlichkeit von Oberst Bachmann an Entgleisungen geleistet hat, finde ich äusserst bemerkenswert. Es ist mir neu, dass man rein von der Optik her einen Mann, einen Menschen – Herr Braunschweig hat heute auch von Menschenliebe gesprochen – derart qualifiziert. Leider ist Herr Hubacher jetzt nicht da. Auch Oberst Bachmann ist Pfeifenraucher wie Herr Braunschweig, wie ich, wie Herr Gerwig. Vielleicht sollten alle, die Pfeifenraucher sind, ihre Physiognomie einmal überprüfen.

Auch was Herr Günter aus der soldatischen Froschperspektive dargeboten hat, finde ich nicht in Ordnung. Er hat eine richtige Biertischatmosphäre in diesen ehrwürdigen Saal gebracht. Ich bin aber nicht deshalb hier, sondern weil ich diesen «Schandfleck der Nation» persönlich kenne:

Der damalige Hauptmann im Generalstab, Bachmann, war mein Klassenlehrer in der Zentralschule in Payerne. Die Teilnehmer der Zentralschule waren sich einig: Er war ein

ausgezeichneter militärischer Pädagoge. Damals, im Jahre 1966, waren wir von seiner Art, militärischen Unterricht zu erteilen, begeistert. Dass er dann an eine Stelle berufen wurde, die ihm nicht auf den Leib geschnitten war, war nicht nur seine Schuld.

Frau Lang: Die Kollegen Müller und Gerwig haben in ihren Voten einen Drohbrief erwähnt, den Oberst Bachmann Herrn Müller-Marzohl durch einen Anwalt zustellen liess, worin ihm strafrechtliche Konsequenzen angedroht werden, wenn er gegen Herrn Bachmann weiterhin Vorwürfe oder Verdächtigungen ausspreche. In meiner Eigenschaft als Präsidentin der Geschäftsprüfungskommission habe ich gestern dem Anwalt von Oberst Bachmann eine Stellungnahme zugestellt, in welcher darauf hingewiesen wird – was einem Rechtsanwalt bekannt sein dürfte –, dass Herr Müller für alle seine Äusserungen im Plenum des Nationalrates eine absolute Immunität geniesst und dass das Parlament diese Immunität kaum aufheben dürfte, wenn ein Parlamentarier das Recht wahrnimmt, vermeintliche Missstände in unserem Land aufzudecken.

Ich habe dem Anwalt zudem mitgeteilt, dass dieser Einschüchterungsversuch zu bedauern ist und dass eigentlich seinem Mandanten an einer sachlichen Erledigung der Angelegenheit gelegen sein müsste. Ausserdem halte ich fest, dass ein solches Vorgehen aus grundsätzlichen Erwägungen schwerstens zu missbilligen sei. Ich zitiere aus meinem Schreiben: «Es geht doch nicht an, dass ein Anwalt mit einem Drohbrief versucht, die demokratischen Auseinandersetzungen über eine Angelegenheit von nationaler Bedeutung zu verzerren. Gegen solche Druckversuche muss sich nicht nur der betroffene Parlamentarier, sondern das ganze Parlament zur Wehr setzen.»

M. Delamuraz, rapporteur: Les interventions qui, dans ce débat, posent réellement des questions à notre commission sont relativement peu nombreuses; la plupart d'entre elles, ou bien appuient le rapport, tout en le complétant, ou bien posent des questions au chef du Département militaire fédéral, qui leur apportera réponse tout à l'heure.

Je veux, en ce qui me concerne, m'adresser très particulièrement à M. Forel, pour lui dire qu'il n'y a sans doute aucun pays au monde qui débâte aussi publiquement des affaires concernant le secret, comme nous le faisons. Si, peut-être: un Etat qui vous est assez lointain, les Etats-Unis d'Amérique. Nous avons donc, à l'helvétique, procédé à une investigation méthodique et approfondie, Monsieur Forel. Elle nous a permis de répondre réellement aux questions que le Conseil national se posait en juin 1980, que M. Müller-Marzohl s'est posées, et que le peuple suisse, sans doute aussi, s'est posées. C'est cette réponse, issue d'une réflexion systématique et complète, qu'aujourd'hui, avec une décontraction splendide, vous mettez en cause en la désapprouvant. Je ne m'attendais sans doute pas à des compliments de votre part; ils eussent été, dans une certaine mesure, compromettants. J'attendais tout de même que vous preniez acte de cette réponse sans la désapprouver. Cela montre que nous ne parlons pas le même langage. Votre curiosité est d'un ordre différent de la légitime surveillance parlementaire que nous devons assumer les uns et les autres, et, parce que vous contestez, sinon les institutions, en tout cas ceux qui les animent, vos interrogations métaphysiques de tout à l'heure ont dérapé en procès d'intention. Vos affirmations, par exemple, selon lesquelles il y aurait quand même des relations entre M. Cincera et M. Bachmann, d'une manière ou d'une autre, sont purement et simplement des ragots. Le rapport y a répondu en toute clarté et d'une manière parfaitement complète. Une clarté que vous refusez. Je vous rappelle, Monsieur Forel, que nous n'étions pas chargés de produire une thèse sur l'histoire des renseignements à travers les âges. Nous étions chargés de vous renseigner complètement sur l'affaire Bachmann et de la

situer dans un certain contexte. Affirmer que, ce faisant, nous ne vous faisons voir que la pointe de l'iceberg, c'est se tromper sciemment sur la nature de la mission dont vous nous avez confié l'accomplissement l'été dernier, et c'est laisser traîner le doute dans l'opinion publique, une opinion publique à laquelle nous aurions menti par omission en quelque sorte. Le Conseil national réglera par pertes et profits votre manifestation de méfiance, j'en suis bien persuadé. Je constate qu'il est décidément plus facile de lancer un fumigène au passage et de se désintéresser ensuite de ses effets, que de progresser, comme nous l'avons fait, profondément et opiniâtrement dans le terrain, au prix d'un très grand travail que vous n'avez pas voulu reconnaître.

Monsieur Gerwig, dans votre intervention de tout à l'heure, vous avez parlé de la situation curieuse et ambiguë des relations entre M. Bachmann et Müller-Marzohl, et de l'intervention intempestive, à votre avis, qu'a effectuée le défenseur de Bachmann ces derniers temps. Je pense que l'intervention de la présidente de la Commission de gestion, tout à l'heure, aura pu vous renseigner complètement sur l'opinion que notre groupe de travail et, bien au-delà, la Commission de gestion tout entière, a de ce type de relations et de ce type d'interventions.

Vous vous interrogez quant au portrait, Monsieur Gerwig, que nous avons fait de M. Bachmann. Vous vous étonnez qu'un homme qui est l'auteur de si remarquables maladroises ait pu quand même bénéficier, semble-t-il, de la mansuétude du groupe de travail qui lui trouve quelques côtés positifs, voire très positifs. Eh bien! vous me permettez de vous dire que ce que nous exprimons dans le rapport du groupe de travail, quant au portrait de M. Bachmann, n'est rien d'autre que le résultat d'un examen profondément consciencieux que nous avons fait de son cas, et que nous avons pu faire notamment au travers de renseignements secrets dont je ne puis pas, ici, vous divulguer la teneur. Mais cet examen nous révèle que le personnage n'est pas entièrement insupportable ni entièrement négatif. S'il a des attitudes sans doute provocantes, s'il a bien montré des insuffisances dans le commandement, il a, dans certaines phases de sa carrière, réussi ce qu'il avait entrepris, et ce ne sont pas les notations psychologiques, intéressantes sans doute, mais malgré tout anecdotiques qu'on nous a apportées tout à l'heure, qui sont de nature à corriger unilatéralement l'image de ce personnage.

Il eût été beaucoup plus simple, pour votre groupe de travail, de présenter le colonel Bachmann d'une manière entièrement négative, de concentrer les feux de notre critique quasi exclusivement sur ce personnage et de vous démontrer qu'il était le galeux d'où venait tout le mal. Je pense que la réalité des faits et l'interprétation objective et honnête que nous avons à en faire ne peuvent pas conduire à des vues si manichéennes, et qu'il était tout simplement dans la nature de l'équité de notre appréciation que de vous faire entrevoir certains côtés-lumière dans ce personnage.

En réponse à votre question, Monsieur Gerwig, et à l'une de vos questions, Monsieur Jean Riesen, je dis qu'en choisissant ce personnage pour lui donner les responsabilités successives que vous savez, on a mal apprécié sa nature profonde et l'on n'a pas su placer ce tempérament si particulier dans le contexte qui allait être le sien; surtout, dès après son engagement, on a manqué de vigilance quant au contrôle qu'on devait opérer de ses actions, car il est vrai que l'on peut imaginer une force créatrice et motrice chez ce personnage, mais encore faut-il qu'elle soit très rigoureusement endiguée. En disant cela, j'affirme du même coup qu'il n'était justement pas fait pour accomplir une mission de ce type, et encore moins plusieurs missions qui s'enchevêtraient jusqu'à la contradiction.

Une seule circonstance atténuante, et je tiens à le répéter ici: les possibilités du choix n'étaient pas considérables, car à cette carrière, qui réclame, nous l'avons dit, un tem-

pérament assez particulier, qui réclame une formation, on ne s'y prépare actuellement pas suffisamment. Et s'il est une conclusion positive que nous pouvons tirer de l'affaire Bachmann, qui nous paraît plus intéressante à méditer que de vains bavardages, c'est bien celle que nous avons exposée au chapitre 5 de notre rapport, à savoir que le Département militaire fédéral, dorénavant, doit vouer à la planification de ces carrières dans le service secret une attention au moins aussi grande que celle qu'il porte depuis quelques années à la planification des carrières des officiers-instructeurs.

M. Thévoz a demandé que nous n'intervenions pas plus profondément et plus indiscrètement encore dans le processus, dans la marche et dans les affaires du service de renseignements et des services secrets, au point, par des démarches parlementaires intempestives, a-t-il dit, de continuer de désarticuler ces services et de continuer de compromettre leur efficacité.

Je tiens à préciser en toute clarté que le Parlement nous demande, que le peuple suisse nous demande aussi des comptes sur la suite que le Département militaire fédéral aura donnée aux propositions et aux conclusions de notre groupe de travail. Nous devons pouvoir fournir ces comptes, en les accompagnant de notre constat quant au respect de nos conclusions. C'est de cela et de cela seulement qu'il s'agit. Il ne s'agit pas pour nous de pousser la curiosité au-delà de limites qui ne permettraient plus aux services de fonctionner correctement.

M. Breml m'aura rendu cette justice de ne pas avoir transformé, dans l'exposé introductif que j'ai fait tout à l'heure, l'affaire Bachmann en une affaire Weidenmann. Je lui sais gré à mon tour d'avoir très clairement dit que ce que nous affirmons dans le rapport du groupe de travail à propos du divisionnaire Weidenmann est très étroitement circonscrit à l'activité que cet officier général a eue à la tête du groupement «renseignements et sécurité», que cela ne nous entraîne à nul jugement sur les autres activités qu'il a conduites dans sa carrière, et que, de surcroît, les quelques lignes que nous avons consacrées dans un rapport de plus de vingt pages au divisionnaire Weidenmann ont été l'objet d'un écho et d'un accueil très généreux dans les commentaires qu'on a faits de notre rapport. Cela n'est pas notre affaire, je tenais à bien préciser de quoi il en retournait.

L'on nous a dit: comment se fait-il que l'on porte un jugement sur l'activité du divisionnaire Weidenmann à propos d'un incident Schilling qui est intervenu plusieurs années après son départ du groupe «renseignements et sécurité»? C'est tout simplement parce que l'affaire Schilling est un révélateur un peu rocambolesque, un peu anecdotique d'une situation qui, elle, est beaucoup plus préoccupante et beaucoup plus grave: c'était la situation qui régnait au moment où le divisionnaire Weidenmann en avait la direction, dans le cadre du groupement «renseignements et sécurité». Et c'est la raison pour laquelle, sans vouloir le moins du monde nous livrer à une «noce à Thomas», notre conscience nous a conduits à signaler l'existence de ces différends, et à en attribuer la paternité à ceux qui, dans le moment le plus aigu, étaient au commandement. J'aimerais que cela soit bien compris et que vous voyiez qu'il n'y a eu, dans notre démarche, aucune intention unilatérale ni aucune volonté facile de s'exposer spectaculairement.

Si nous n'avons pas jugé opportun de procéder à l'audition de l'ancien commandant de corps Vischer, c'est parce que les documents sur lesquels nous nous sommes fondés ainsi que les témoignages que nous avons entendus nous permettaient, d'une part, de connaître son opinion et, d'autre part, de savoir quelle était la réalité de la situation sans devoir recourir à ce témoignage supplémentaire. J'en veux pour preuve la lettre que la Commission de gestion écrivait à M. le chef du Département militaire

fédéral, le 20 juin 1979, signalant ces insuffisances et nommant des responsables. J'en veux pour preuve les actes du rapport de l'enquête administrative du colonel Oswald, de même que certaines déclarations que nous avons consignées dans notre procès-verbal, mais dont je vous fais l'économie maintenant afin que nous ne nous égarions pas trop dans les détails.

M. Braunschweig, il serait suicidaire d'affirmer héroïquement aujourd'hui que la Confédération doit, une fois pour toutes, mettre un terme à toute source de renseignements privée. Le tout est que ces sources de renseignements privées soient totalement distinctes de la Confédération et de ses services, qu'il n'y ait, comme on dit en allemand, aucune «Verflechtung», aucune imbrication entre les services privés et les services publics. Mais affirmer aujourd'hui «Je ferme l'oreille définitivement lorsqu'une source de renseignements privée, qui s'appelle Hausmann ou qui porte un autre nom, m'annonce qu'il y a une perspective de sabotage dans la plaine du Rhin, tout simplement parce que ce ne sont pas les services officiels qui me le disent», serait une opération purement et simplement suicidaire. Nous n'avons pas le droit de l'imposer. Ce que nous avons le devoir, en revanche, d'imposer, c'est que la plus grande clarté de relations existe entre les services officiels, d'une part, et les sources de renseignements privées, d'autre part.

M. Jean Riesen me pose trois questions. J'ai répondu, je crois, à l'une d'entre elles. Je puis répondre à la première en lui disant que, dans le curieux projet irlandais, le chef du groupe «renseignements et sécurité» et le supérieur immédiat du colonel Bachmann étaient renseignés, sinon dans le détail, en tout cas quant au principe de cette curieuse expédition. Quant à la phase «hôtelière» de cette expédition, selon l'inventaire que nous avons accompli, personne dans le groupe «renseignements et sécurité» ne savait de quoi il pouvait s'agir.

M. Bachmann aurait-il disposé de protections particulièrement privilégiées et n'aurait-il pas été mesuré à la même aune que M. Schilling (ou que les quatre personnages dont on a très souvent parlé à cette tribune aujourd'hui)? Je réponds à cette question et, dans le même temps, je réponds aussi à M. Grobet. En ce qui concerne Schilling, tout d'abord, je cite le texte allemand du procès-verbal d'une séance qui a examiné l'affaire:

«Die Anstiftung bezieht sich auf die nachrichtendienstliche Tätigkeit in Oesterreich. Nur das österreichische Recht könnte Bachmann als Anstifter bezeichnen. Bachmann hat aber Schilling nicht dazu angestiftet, Geheimnisse über die Schweiz zu sagen. Gegen Bachmann kann deshalb in der Schweiz nichts unternommen werden.»

Quant à un privilège qui serait reconnu en quelque sorte à M. Bachmann par rapport aux quatre autres, nous pouvons vous dire que la Commission de gestion et le groupe de travail ont examiné très attentivement l'affaire. Ils doivent constater que la décision était du ressort de la justice militaire et de l'administration et qu'ils n'ont point de preuves qu'il y ait eu une profonde et choquante inégalité de traitement.

Je termine en vous disant que l'exercice respiratoire qu'a accompli le Conseil national ce matin était salutaire. Non seulement salutaire pour notre équilibre psychologique à tous, si important soit-il, mais encore nécessaire à la bonne marche de notre organisation démocratique. On a taillé, il faut maintenant recoudre, dans un esprit oxygéné, avec une autre équipe, selon une organisation fortement améliorée. Le groupe «renseignements et sécurité» doit reprendre service et il doit accomplir sa mission, qui est capitale pour la sécurité de la Suisse. Ce groupe «renseignements et sécurité» pourra accomplir convenablement cette mission dans la mesure où il évitera les accidents (à la fois très préoccupants et risibles) dans lesquels il s'est fourvoyé ces dernières années. Notre intervention l'y aidera certainement.

Schalcher, Berichterstatter: Ich möchte Ihnen vorerst im Namen unserer Arbeitsgruppe danken für die doch im allgemeinen gute Aufnahme unseres Berichts. Es freut mich auch, dass im allgemeinen – von ein paar Ausnahmen abgesehen – auch recht leidenschaftslos über diese Sache gesprochen werden konnte. Die Sache ist auch zu ernst, als dass wir hier Leidenschaften austragen sollten und könnten.

Dass Herr Forel keine Freude hat an einem gut arbeitenden schweizerischen Nachrichtendienst, kann ich begreifen. Wir werden ja nie den Perfektionismus des ihm wohl sympathischeren russischen Nachrichtendienstes erreichen. Das soll uns aber nicht hindern, doch selbst anzustreben, auch einen möglichst guten Nachrichtendienst zu haben wie andere Länder auch. Das gehört zu einer richtig verstandenen Landesverteidigung und ist damit auch nicht neutralitätswidrig.

Zu dem, was seit unserer Pressekonferenz bei gewissen Beteiligten gegangen ist, möchte ich nur sagen: Es hat keinen Anlass, sich aufs hohe Ross zu setzen. Bescheidenheit wäre auch hier eine Zier, doch bekanntlich soll man weiterkommen ohne ihr.

Es sind nun verschiedentlich noch Konsequenzen gefordert worden. Wir haben uns Mühe gegeben, den Fall gründlich nach den Grundsätzen der Objektivität und der Gerechtigkeit auszuleuchten, nicht zu jedermanns Freude, wie sie bemerkt haben. Wir haben uns auch bemüht, die Verantwortlichkeiten aufzuzeigen und die nötigen Folgerungen zu ziehen, vor allem auch in dem geheimen Teil des Berichtes. Und der Bundesrat ist aufgefordert, wie wir ausführten und Sie im Bericht lesen konnten, uns bis Ende dieses Jahres mitzuteilen, welche Folgerungen er aus unserer Untersuchung gezogen hat. Da haben wir dann Gelegenheit – wir in der Geschäftsprüfungskommission, an die der Bericht zu erstatten ist – zu prüfen, ob das gefolgert worden ist, was wir im Interesse des Landes und seines gut funktionierenden Nachrichtendienstes glauben verlangen zu müssen. Ueberlassen Sie es also ruhig uns, das zu kontrollieren. So wie wir den Bericht ohne Ansehen einer Person erstattet haben, so werden wir auch dafür sorgen, dass die Konsequenzen, die nötig sind, gezogen werden.

Herr Bremi hat gesagt, er könne nicht verstehen, warum man das Urteil über Divisionär Weidenmann, er habe zu wenig geführt, gefällt habe, ohne Korpskommandant Vischer anzuhören. Die Fakten, die uns vorlagen und zur Verfügung standen, die Protokolle der Arbeitsgruppe Abwehr, die Untersuchung Oswald und unsere eigenen Erhebungen waren so klar in diesem Punkt, dass wir keine Veranlassung hatten, noch weitere Erhebungen zu machen. Es würde einen natürlich reizen, hier diese Fakten auszuarbeiten. Wir möchten uns darauf beschränken, einen Brief zu verlesen, den diese Arbeitsgruppe Jeanmaire-Folgen (oder Arbeitsgruppe Abwehr) am 20. Juni 1979 an Herrn Bundesrat Gnägi (der war damals noch Vorsteher) geschrieben hat: «Die Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates hat aufgrund der Untersuchung einer Arbeitsgruppe und im Anschluss an den Untersuchungsbericht von Oberst Oswald festgestellt, dass bei der UNA zur Zeit, da ihr Divisionär Weidenmann vorstand, erhebliche Führungsmängel vorgekommen sind. Verschiedenes weist darauf hin, dass ein wesentlicher Teil der Verantwortung für die Unstimmigkeiten, die in der UNA entstanden sind, bei deren Chef, Divisionär Weidenmann, liegt. Die Arbeitsgruppe macht sich Gedanken darüber, warum Divisionär Weidenmann nach den vorgekommenen Führungsfehlern kurzerhand in eine weitere verantwortungsvolle Führungsposition versetzt worden ist. Mit dem vorliegenden Schreiben möchte die Arbeitsgruppe der Geschäftsprüfungskommission ihrem Erstaunen über diesen Umstand Ausdruck verleihen und Sie, sehr geehrter Herr Bundesrat, um Auskunft über die Gründe für diese Versetzung ersuchen.» Das mag genügen.

Es freut mich auch, dass Herr Müller-Marzohl unsere Arbeit anerkennt und auch der Meinung ist, dass jetzt der Zeitpunkt gekommen sei, zu effizienter Arbeit überzugehen.

Herr Hubacher hat einen Antrag gestellt. Ich lege ihn so aus, dass er damit den Kleinen (wie er wahrscheinlich sagen würde, ich sage: den mit Recht Beunruhigten) noch etwas mehr helfen will. Wir haben das auch getan. Wir sind überzeugt, dass – wenn man besser geführt hätte in dieser UNA, und vor allem, nachdem diese Unruhen entstanden sind und die Leute mit Recht beunruhigt waren, wenn man mit ihnen gesprochen hätte –, vieles hätte vermieden werden können, ja dass wir wahrscheinlich gar nicht hier stünden, wo wir jetzt stehen. Wir haben auch der Gerechtigkeit halber gesagt, dass verfahrensmässig nicht mit gleichen Ellen gemessen worden ist. Wir haben auch festgestellt und gesagt, dass deswegen, weil Beamte der Jeanmaire-Kommission Auskunft gaben und Akten übermittelten, nicht strafverfolgt und nicht gestraft werden darf. Wir haben uns auch geweigert, dem Untersuchungsrichter solche Akten auszuhändigen. Im übrigen können wir uns wegen der Gewaltentrennung nicht in militärische Verfahren einschalten. Aber ich würde sagen, bei diesem Bericht, den der Bundesrat zu unserer Untersuchung zu machen hat, d.h. wie er ihr Folge gegeben hat, da werden wir auch einschliessen, dass wir – soweit wir das können – sehen, wie das weitergegangen ist. Sie können das also meiner Meinung nach auch uns überlassen, so dass ein weiterer Antrag hier nicht nötig ist. Ich kann übrigens noch sagen, dass wir – gleich wie bei Bachmann – auch hier empfohlen haben, dass man sich auch mit diesen Kleinen möglichst gütlich einigen soll, auch wieder, um – wie bei Bachmann – Sicherungen einbauen zu können.

Die übrigen Punkte betreffen Fragen an den Bundesrat; wir wollen ihm auch noch etwas überlassen.

Ich möchte Ihnen abschliessend im Namen unserer Arbeitsgruppe nochmals beantragen, von unserem Bericht Kenntnis zu nehmen unter Ablehnung der Anträge Müller-Marzohl, Forel und Hubacher, und Sie bitten, mit uns nun wieder zu nützlicher Arbeit überzugehen.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: La qualité – qui a été soulignée – du rapport dont vous avez pris connaissance, la conscience et la méthode apportées par le groupe de travail de la Commission de gestion à son enquête, me permettent d'être relativement bref, ce d'autant plus que je n'ai ni le tempérament ni les dossiers d'un procureur général et que MM. les rapporteurs connaissent le dossier en question mieux que moi. J'ai pour tâche aujourd'hui de m'occuper de la gestion du Département militaire en 1981. Je ne suis pas spécialement bien placé pour entrer très à fond dans l'enquête Bachmann, ce qui me permet – et je réponds à M. Hubacher qui m'a interpellé sur ce point – de regretter l'interview que j'ai donnée en juin dernier à la «Weltwoche». C'était une erreur de ma part que de parler à un journaliste de ce que j'aurais pu ou de ce que j'aurais dû dire – et que je n'ai pas dit – au groupe de travail. Mais la liaison Bachmann-organisation Hausammann était connue. Publiquement, il m'était difficile de la nier et par là de contester la possibilité d'une certaine confusion des services publics et de l'organisation financée par le privé. Une osmose était ainsi probable pour certaines actions. Le journaliste en cause – qu'il n'est pas question de poursuivre, je m'empresse de le dire, puisqu'il n'a dit que ce qu'il a entendu – n'avait d'ailleurs pas grand-chose à apprendre car il avait des sources. J'aurais dû, je le reconnais, le dire ailleurs, et j'en ai fait part au président Muff.

Il est d'ailleurs possible qu'un peu moins de prudence et de réserve de notre part le printemps dernier, dans le rapport que nous avons adressé à la Commission de gestion, aurait pu éviter ce deuxième round, mais je n'en suis pas si sûr. Il importait que les griefs, les reproches, les ques-

tions posées à l'encontre des personnes en cause – de Bachmann en particulier et du service de renseignements en général – fussent une fois pour toutes précisés, mis sur le papier. C'est ce que j'ai demandé en juin dernier à M. Müller-Marzohl, c'est ce qu'il a fait, et je l'en remercie. La commission pouvait dès lors analyser, apprécier et tirer au clair l'ensemble de ces questions, de ces reproches ou de ces allégations. Cela a été fait, et bien fait. Nos collaborateurs et nous-même avons apporté au groupe de travail le concours – je crois pouvoir le dire – le plus ouvert, comme le rapport l'a souligné.

Notre appréciation de cette affaire, malgré l'énorme travail de documentation qui a été accompli, n'a pas beaucoup changé depuis l'année dernière et cette appréciation rejoint pleinement le jugement de votre groupe de travail et de votre Commission de gestion: imprudence d'une personnalité, intelligente sans doute – un rapport sur le service de renseignements antérieur de quelques années le démontre – dévouée au service du pays sans doute – quelquefois contre espèces quand il s'agissait du petit livre rouge – mais à l'imagination romanesque, ainsi l'épisode déplaçant le Conseil fédéral en Irlande où la réalité a dépassé la fiction. Un zèle ardent, radio-actif, et par là même imprudent, d'autant plus que le colonel Bachmann ne prenait guère plaisir à être contrôlé. Je remercie M. Robbiani d'avoir tout à l'heure enrichi notre connaissance du personnage. Je n'avais pas lu le livre rouge, il aurait fallu le compulsé avec plus d'attention que nous ne l'avons fait et que ne l'ont fait sans doute ceux qui ont désigné Bachmann à ses responsabilités, du moins je l'espère.

Erreur ensuite que de confier à cet officier impétueux, éloquent et imaginaire deux secteurs en soi différents du service de renseignements et d'avoir admis que ce même officier assume un rôle dirigeant dans un organisme de renseignements privé. Il nous faut le reconnaître – M. Braunschweig l'a fait lui-même tout à l'heure – l'organisation Hausammann a rendu à notre pays des services assez remarquables dans le domaine du renseignement. Mais cet hommage mérité à ce groupement, à cette organisation, une fois rendu, l'existence de services privés de renseignements – qu'ils soient de gauche ou de droite – ou de polices parallèles, nous paraît extrêmement contestable, pour ne pas dire détestable dans un système démocratique. A fortiori, l'on ne saurait admettre l'union personnelle, l'imbrication autour de Bachmann des deux ou des trois activités, et par là même le risque de confusion dans un financement parallèle. Quels renseignements provenaient de l'organisation Hausammann, quels renseignements provenaient des voies officielles? Une séparation convaincante était impossible.

Enfin, les témoignages convergent pour établir que le contrôle des activités multiples du colonel Bachmann était insuffisant. Et j'ouvre ici une parenthèse: plusieurs personnalités, plusieurs officiers sont intervenus auprès de moi pour estimer que le divisionnaire Weidenmann, le brigadier Hoffet et le colonel Ramser avaient été traités dans les appréciations de votre commission avec une trop grande sévérité. Nous avons en réponse relevé le travail méthodique, objectif, sans passion, précis, du groupe de travail, rejoignant d'ailleurs les avis qui nous furent donnés spontanément par d'anciens officiers du service de renseignements. Mais nous avons bien souligné, et je le fais encore ici, que les jugements portés par le groupe de travail et confirmés par nous concernaient exclusivement les responsabilités exercées, dans une période limitée, et dans les activités particulièrement délicates à maîtriser d'un service de renseignements. Ces jugements – les termes du rapport sont précis – ne concernaient nullement l'ensemble de la carrière militaire des officiers, la conduite d'une division pour l'un, celle actuelle, excellente je puis le dire, d'un état-major de corps d'armée pour un autre, le commandement de cours et d'école pour le troi-

sième qui n'est certainement pas et je l'espère au bout de sa carrière.

Tel homme peut rendre d'excellents services dans telle ou telle mission mais ne pas être la personne appropriée à telle ou telle fonction. Cela doit être dit et on l'a constaté: nous ne sommes pas là uniquement pour nous faire plaisir les uns aux autres; il faut avoir le courage de la vérité: la conscience, le dévouement, le travail, la compétence, n'excluent pas les erreurs ni l'adaptation à telle ou telle fonction, et il n'est ni interdit ni déshonorant de signaler et de reconnaître ses erreurs.

Je n'insiste pas beaucoup sur le problème de l'enquête que l'on eût dû ouvrir contre Bachmann. C'est de l'histoire passée. Les avis à ce propos ont divergé. A un moment donné, l'auditeur en chef, semble-t-il, l'auditeur du Tribunal de division III auraient souhaité que cela fût fait mais le Département militaire, ses juristes, ont estimé qu'il n'y avait pas là matière à ouvrir une enquête. Le problème peut être classé dans le dossier historique, M. Schalcher en a d'ailleurs parlé tout à l'heure en meilleure connaissance de cause que moi.

Quant à M. Bachmann encore, je dois dire que, *a priori*, je fais confiance à sa discrétion. Il est fonctionnellement astreint à la discrétion au-delà de son licenciement. Il en a pris de surcroît l'engagement lors de celui-ci. Je n'ai cependant pas beaucoup apprécié ses déclarations récentes, encore qu'il n'ait rien révélé de sensationnel, ni la mise en garde faite en son nom à l'encontre d'un de vos collègues, mise en garde qui m'a paru parfaitement déplacée en l'occurrence. Les émissions irlandaises ont illustré, je crois, leur homme et l'ont ramené de la stature du James Bond à la réalité moyenne d'un paisible éleveur de chevaux irlandais. Je souhaite, pour la paix de la république, qu'il s'en tienne là. (Rires)

On a parlé des cas Lüthi, Nuber et Gächter – M. Grobet y a ajouté le cas Schilling – cas de comparses sans aucun doute, qu'on jugerait inéquitable de voir décapités alors que d'autres responsabilités ont été engagées dans cette affaire. Je suis obligé de dire ceci: aucun ukase de notre part ne peut interrompre les actions ouvertes dans une procédure judiciaire. Je constate que l'une de ces procédures a déjà reçu une première sanction, qui s'est résu-mée, je crois, à trois jours d'arrêt avec sursis. J'en déduis que les tribunaux militaires, qui ont une certaine sagesse, quoique certains la leur contestent, remettent toutes choses à leur mesure, comme l'a fait le rapport de votre commission, et que le rideau sera tiré sans la pendaison des lampistes. Dans la mesure de nos pouvoirs, nous nous y emploierons.

Cela étant dit, et le rapport de votre Commission de gestion l'ayant dit plus amplement que je ne peux le faire, l'essentiel est de tirer les conséquences de cet épisode au fond plus déplaisant que dramatique ou catastrophique. Tirer les conséquences sans brutalité, mais méthodiquement et prudemment à la fois. Je m'explique. Les rouages d'un service de renseignements, on en a parlé abondamment, sont des rouages délicats. Y trancher au couteau et à la hache n'est peut-être pas la bonne méthode. Donc prudence, mais méthode. Les chefs de l'état-major et du service de renseignements se sont appliqués à tirer ces conclusions dès les années 1977 et 1978 en réorganisant leurs services, en éloignant, en démobilisant graduellement Bachmann.

L'affaire Schilling, dans son côté caricatural – et je me plais à constater que nos amis autrichiens l'ont pris avec un humour indulgent – n'a fait que précipiter une réorganisation amorcée depuis des mois et mettre fin définitivement aux activités du colonel Bachmann. Il va bien sans dire que je ne veux pas déployer ici l'organigramme nominatif du service de renseignements tel qu'il a été réorganisé. Je n'en retiendrai que quelques principes et quelques problèmes. Je relève tout d'abord que la discrétion et le secret sont la condition de l'efficacité d'un tel service, qui doit disposer d'une certaine autonomie d'action. M. Blo-

cher, je crois, a relevé tout à l'heure avec justesse que, si nous bridions par trop le service de renseignements, nous ferions tout simplement la fortune de services de renseignements privés auxquels nous ne sommes pas particulièrement intéressés, je l'ai dit. Ni le chef du Département militaire fédéral, ni même le chef de l'état-major général ne doivent s'immiscer dans le détail des opérations et dans le choix des exécutants et, à cet égard, je dois rejeter très fermement les reproches qui ont été adressés à mon prédécesseur. Il ne pouvait être personnellement responsable du choix de Bachmann et encore moins du choix des collaborateurs de Bachmann. Il appartient au chef de l'état-major et à nous de fixer le schéma général de l'organisation, de veiller au haut de l'échelle à un choix très rigoureux des responsables de l'organisation et de définir strictement leurs critères de choix.

Quels sont les critères auxquels on aura recours? M. Gerwig nous a posé le problème et il a eu raison de le faire. Je ne peux pas être exhaustif ici. Sera-ce le gentilhomme dont a parlé M. Auer, sera-ce l'homme dédoublé dont a parlé avec finesse M. Braunschweig? Je crois que ces critères se définissent d'eux-mêmes: la confiance d'abord que l'homme inspire, et pas seulement dans le moment, mais dans son passé, dans sa carrière, dans ce qu'il a écrit aussi; une habileté sans doute, mais aussi une solidité de caractère. Un caractère mis à l'épreuve, discrétion, sens de la mesure, critères de sécurité, attachement au pays et à ses institutions.

On a parlé de politiciens qu'on aurait cherché à recruter dans le service de renseignements lui-même. Ce n'est pas très directement vers les politiciens que je me dirigerais pour meubler le service de renseignements: d'un part, ils ont trop d'imagination et, d'autre part, ils parlent trop bien et trop facilement parfois. Où recruter? Je crois qu'il faut affirmer clairement que le service de renseignements ne saurait être considéré comme un stage provisoire entre d'autres dans la carrière d'un officier instructeur.

Le service de renseignements doit être dissocié du *cursus honorum* d'un officier de carrière. Sans exclure la participation ou l'engagement d'une manière définitive d'un instructeur au service de renseignements, il faut admettre que ce métier du renseignement doit bénéficier de la continuité, de l'expérience et n'être pas obligatoirement lié à la carrière d'officier de métier ou même de milice. Il faut admettre aussi qu'il doit y avoir une formation permanente.

Quel statut conférer à ces agents du renseignement? Les exigences que je viens d'évoquer, le devoir de discrétion, des missions souvent délicates, justifieraient pleinement que les fonctionnaires du service de renseignements bénéficient d'un statut spécial. Cela signifie que, si l'on veut être plus exigeant à leur égard et pouvoir effectuer à temps les mutations utiles, il faudrait pouvoir leur assurer une rétribution plus élevée. Nous examinons attentivement la possibilité de ce statut spécial et les conséquences qui en résulteraient tant sur le plan du recrutement – beaucoup préféreraient le statut d'un fonctionnaire fédéral ordinaire (il semble assez bien défendu) – que sur le plan des conséquences financières.

Le rapport sur l'affaire Jeanmaire avait déjà attiré l'attention sur ce point. Nous y serons attentifs.

Enfin, le Conseil fédéral est préoccupé de l'organisation du service de renseignements et des missions qui lui sont confiées. Il conviendra d'éviter en même temps les doubles emplois, les chevauchements de compétences, d'assurer la coordination des services sans en divulguer l'organisation, les responsabilités ni l'identité des personnes engagées généralement ou occasionnellement, personnes qui ne s'engagent, surtout occasionnellement, qu'à la condition du secret le plus complet. On doit à ce propos regretter tout le battage fait autour du service de renseignements à propos d'une affaire en soi limitée, personnelle, sur laquelle on a beaucoup affabulé et développé bien des effets de plume et d'éloquence. Au point où nous en étions, il était nécessaire que votre commission opérât en

profondeur et que l'orientation du Parlement et de l'opinion soit large. Constatons ici, comme l'ont fait les rapporteurs, que la transparence et la publicité, privilèges des démocraties, ont été en l'occurrence portées à leur point extrême. Le service de renseignements a sans doute souffert de cet épisode et de son exploitation. Mais sur ce point, Monsieur Hubacher, ce service de renseignements n'est pas à terre. Il y a des attaques qui fortifient et celles-ci pourraient bien fortifier et avoir fortifié déjà notre service de renseignements. Jamais d'ailleurs, même au temps de la présence et de l'activité de Bachmann, et parfois grâce à lui, le service de renseignements n'a travaillé à vide. La base est restée solide, fiable. Les remous dépassés, les réorganisations réalisées, le groupe «renseignements et sécurité» n'a jamais cessé de poursuivre sa tâche. Il la poursuivra d'une manière précise, moins romantique sans doute mais plus efficace, et j'exprime la volonté de voir cette aventure nous instruire. Je formule le vœu que l'objective appréciation de votre commission rétablisse autour du service de renseignements la discrétion dont il a besoin et la confiance qu'il mérite par sa réorganisation, par la compétence et par la conscience de ses collaborateurs.

Hubacher: Nach der Erklärung von Herrn Schalcher als Sprecher der Arbeitsgruppe ziehe ich den Antrag zurück. Die Zusicherung, dass diese Fälle von der Arbeitsgruppe im Auge behalten und überprüft werden, genügt mir im Moment. Ich danke für diese Zusicherung.

Le président: Je vous propose la procédure suivante pour le vote. La commission nous recommande de prendre acte du rapport. M. Forel nous invite à le désapprouver. Nous opposerons ces deux propositions.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	146 Stimmen
Für den Antrag Forel	6 Stimmen

80.305

Postulat Müller-Luzern

Nachrichtendienst. Oberaufsicht

Postulat Müller-Luzerne

Service de renseignements. Haute surveillance

Wortlaut des Postulates vom 3. März 1980

Als Konsequenz aus dem Fall Bachmann ist die Oberaufsicht des Parlaments über die Unterabteilung Nachrichtendienst und Abwehr (UNA) neu zu regeln. Die bisherige Regelung, wonach der Generalstabschef nach eigenem Ermessen einige Parlamentarier zur Konsultation über Fragen des Geheimdienstes zuzieht, garantiert jedenfalls die Kontrolle durch das Parlament nicht. Es drängt sich vielmehr auf, dass das Parlament selbst ein kleines Vertrauensgremium mit der Kontrolle der UNA beauftragt.

Da die Regelung dieser Angelegenheit eine Reihe komplexer Fragen aufwirft, wird das Büro des Rates eingeladen, für einen konkreten Antrag folgende Grundlagen zu beschaffen:

1. Es ist zu prüfen, in welcher Weise die Parlamente anderer Demokratien den Geheimdienst beaufsichtigen.
2. Es sollen daraus Vorschläge für die Schaffung eines kleinen Vertrauensgremiums ausgearbeitet werden. Dabei ist insbesondere zu prüfen:

a. wer allenfalls ein solches Gremium wählen sollte (z. B. Büro der Räte, GPK, MK),

b. ob die Mitglieder des Gremiums geheim ernannt werden sollen, um sie vor Pressionen zu schützen. Der Urheber des Postulates wünscht das schriftliche Verfahren, verzichtet aber auf eine Begründung.

Texte du postulat du 3 mars 1980

A la suite du cas Bachmann, le problème de la haute surveillance exercée par le Parlement sur le Groupe renseignements et sécurité (GRS) doit être revu. Le règlement actuel, prescrivant que le chef de l'état-major général a toute latitude pour consulter quelques parlementaires sur les questions touchant aux services secrets, n'offre toutefois pas de garantie quant au contrôle exercé par le Parlement. Il est donc nécessaire que celui-ci charge lui-même du contrôle du GRS un petit comité de personnes de confiance.

Comme le règlement de cette affaire soulève une série de questions complexes, le Bureau du conseil est invité à rechercher les données suivantes, qui permettront de présenter des propositions concrètes:

1. Etudier de quelle manière les parlements d'autres démocraties surveillent les services de sécurité.

2. Elaborer à partir des résultats de cette étude des propositions visant à instituer un petit comité de personnes de confiance. A cet effet, il s'agira notamment d'examiner:

a. Qui devrait nommer ce comité (p. ex. Bureaux des conseils, Commission de gestion, Commission militaire);

b. Si les membres de cette commission ne devraient pas être nommés sous le sceau du secret de manière à les protéger d'éventuelles pressions.

L'auteur du postulat demande la procédure écrite, mais renonce à présenter un développement.

Schriftliche Stellungnahme des Büros:

Parlamentarische Kontrolle der Geheimdienste in den westlichen Ländern:

Soweit es eine Kontrolle der Nachrichtendienste durch die Volksvertretung gibt, beruht diese durchweg auf dem Organisationsrecht der Parlamente. Die untersuchten Parlamente und deren Organe üben die Kontrolle der Nachrichtendienste grundsätzlich in der gleichen Weise aus wie die Kontrolle der übrigen Regierungstätigkeit. Feststellbar ist allerdings eine gewisse Zurückhaltung der Parlamente bei der Ausübung der Kontrolle und der Regierungen bei der Offenlegung nachrichtendienstlicher Verhältnisse, ferner ein hoher Geheimschutz.

Dementsprechend findet in den meisten Ländern, in denen von einer parlamentarischen Kontrolle der Nachrichtendienste gesprochen werden kann, die Ausübung dieser Kontrolle durch die fachlich zuständigen Ausschüsse (besonders für Äusseres, Inneres, Verteidigung, Haushalt), nur in seltenen Fällen durch eigens hierfür bestellte Organe statt.

Abgesehen von der Kontrolle durch ständige parlamentarische Organe besteht in den meisten Ländern die Möglichkeit, bei besonderen Vorfällen Untersuchungsausschüsse zu bilden. Erwähnt seien ferner die vielfältigen sonstigen Einwirkungsmöglichkeiten der Parlamente auf die Nachrichtendienste, vor allem das Haushaltsrecht und (z. B. in den Vereinigten Staaten) die Mitwirkung bei der Besetzung der Chefposten.

Die Kontrolle wird in den einzelnen Ländern wie folgt ausgeübt:

– Vereinigte Staaten von Amerika: Die Kontrolle über CIA, NSA, DIA und FBI wird besonders von je drei ständigen Ausschüssen des Senats und Repräsentantenhauses (Verteidigung, Auswärtiges, Haushalt) ausgeübt; für FBI gibt es eine Kontrolle durch den Rechtsausschuss. Ob die im Mai 1976 beschlossene Einrichtung eines Select Committee on Intelligence Activities durch den Senat zu der in der Oef-

Angelegenheit Oberst Bachmann. Bericht der Geschäftsprüfungskommission

Affaire du colonel Bachmann. Rapport de la Commission de gestion

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1981
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	80.073
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	03.03.1981 - 08:00
Date	
Data	
Seite	32-55
Page	
Pagina	
Ref. No	20 009 249

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.